

Contributions des comités nationaux et internationaux

Modération assurée par Marie-Laure Estignard

Il y a quelques semaines lorsque nous nous sommes interrogés sur la manière dont les comités allaient intervenir autour de la nouvelle définition du musée, nous n'imaginions pas que nous allions recevoir autant de réponses et que cela nous amènerait à organiser cette matinée. Vous avez été 38 comités nationaux et internationaux à nous apporter vos contributions, dont 26 comités nationaux et 12 comités internationaux. La moitié de ces comités sont aujourd'hui présents dans la salle et vont directement intervenir ; l'autre moitié nous a envoyé des contributions sous forme de texte ou de PowerPoint que Florence Le Corre et Laure Ménétrier ont synthétisées. Néanmoins, il est possible que ces 38 contributions présentées peu ou prou d'une égale manière soit longue. En effet, le format est le même puisque nous leur avons demandé aux comités de présenter leur comité, en termes de nombres d'adhérents, pour un comité national, ou en termes de missions, pour un comité international. Puis, comment chaque comité a travaillé sur la nouvelle définition du musée en interne et enfin, quels étaient les points qui en sont ressortis en termes d'adhésion et d'évolution.

L'ensemble de ces contributions est très riche et dense et permet de donner la parole à tout le monde. Ce que nous souhaitons. Les réponses données sont très enthousiasmantes. Mais leur nombre nous demande de limiter le temps de parole à 7 minutes par comités et nous empêche malheureusement de prendre des questions durant les contributions. Nous pourrions aborder ces questions durant l'après-midi, lors des tables-rondes.

Nous allons appeler chacun des comités nationaux et internationaux à s'exprimer par leur voix ou par celles de Florence ou Laure. Pour l'anecdote, nous avons reçu la dernière contribution il y a moins de 10 minutes et trois autres durant la nuit ! Soyez donc indulgents.

➤ ICOM Suisse – Helen Bieri Thomson, membre d'ICOM Suisse

ICOM Suisse est composé de 1 700 membres pour environ 1 100 musées. Nos membres représentent tous les secteurs dans les musées, du gardien au directeur de musée, en passant par les chargés de communication, les conservateurs, les restaurateurs, etc. Nous sommes un comité national bilingue avec 40% de francophones et 60% de germanophones.

Nos trois objectifs principaux sont d'encourager les contacts internationaux, de renforcer la déontologie dans le travail muséal et surtout d'assurer une formation de qualité. Nous avons ainsi un programme de cours très développé. Nous nous réunissons en congrès annuel en août. L'année passée, nous avons été pris de court par la nouvelle définition du musée et nous n'avons à ce moment-là pas véritablement eu la possibilité de réagir.

C'est à la suite de l'assemblée de Kyoto en septembre dernier que nous avons décidé avec nos membres d'effectuer un sondage auprès de plus de 200 participants parmi nos membres, en reprenant une enquête d'ICOM Allemagne. Nous avons également prévu pour notre congrès annuel d'août 2020 le thème unique de la nouvelle définition du musée.

A la question, « Dans quelle mesure le texte de la définition actuelle du musée de l'ICOM semble-t-il correspondre à la définition du musée ? », quelques 86% des sondés sont satisfaits ou relativement satisfaits de la définition actuelle, contre 10% des sondés qui jugent le texte comme ne correspondant pas bien ou pas du tout avec ce qu'ils estiment être la manière dont les musées doivent être définis aujourd'hui. Si l'on compare ceci avec la définition proposée à Kyoto, on voit une nette inversion avec 9% des sondés qui pensent que la définition correspond bien et 22% qui estiment qu'elle correspond assez bien, soit environ 30% des sondés qui sont relativement satisfaits de la définition de Kyoto. En revanche, un total de 59% des sondés n'est pas séduit par le texte élaboré à Kyoto.

Le sondage a permis également d'effectuer un classement des éléments jugés les plus importants dans la nouvelle définition. Ainsi, on retrouve en premier des éléments qui correspondent à la définition actuelle de 2007, et notamment à 80%, que « Les musées sont dépositaires d'artefacts et de spécimens ». Dans les éléments qui ont le moins recueilli l'adhésion de nos membres, on retrouve notamment l'idée que le but des musées est de contribuer « à l'égalité mondiale », « à la justice sociale », « au bien-être planétaire ».

En résumé, nous pensons, à la suite de l'analyse en comité des résultats du sondage, que la définition du musée doit être normative et qu'elle doit se limiter à définir les conditions d'admission d'un musée. Elle doit représenter le plus petit dénominateur commun à tous les musées du monde. Ce dénominateur ne nous apparaît pas comme restrictif, bien au contraire, c'est ce qui va laisser aux institutions plus de liberté et une plus grande marge de manœuvre possible. Nous pensons que l'ICOM doit représenter les valeurs des musées mais il n'a pas à leur imposer une stratégie, et que par conséquent cette nouvelle définition est trop contraignante, trop exclusive. Elle exclurait *de facto* un certain nombre de musées et signifierait certainement la fin de l'ICOM.

En Suisse, les statuts de nombreux musées précisent que l'institution doit être politiquement neutre ce qui va à l'encontre de la nouvelle définition qui demande un engagement politique. Si l'ICOM venait à décider de transformer les propositions de la nouvelle définition en une sorte de « *Mission statement* », nous nous interrogeons sur la nécessité d'une telle procédure. En effet, il nous semble que c'est à chaque musée qu'il revient le rôle de définir sa propre mission. C'est bien ce que l'on a vu avec l'exemple du musée des Cultures du Monde de Göteborg, cité par François Mairesse. En revanche, nous pensons que le rôle de l'ICOM est de promouvoir des discussions et des échanges autour des thèmes qui sont abordés par la nouvelle définition. Le but serait de sensibiliser, d'encourager et de soutenir les musées à s'engager sur ces différents fronts qui sont l'écologie, les questions sociétales, le politique, etc. Nous aimerions enfin insister sur le fait que nous rejetons la proposition donnée à Kyoto et nous sommes très heureux de voir que les débats reprennent sur de bonnes nouvelles bases.

➤ **CECA – Marie-Clarté O'Neill, présidente**

Le CECA est le Comité pour l'Education et l'Action Culturelle et il s'agit d'un très grand comité, d'environ 2000 membres. La répartition géographique des membres est relativement classique pour un comité international, avec 69% de membres européens et le reste se répartissant depuis les autres continents. J'ai l'intention, en tant que présidente de ce comité, de mieux répartir ses proportions. Les membres du CECA ont une double origine professionnelle, puisqu'il s'agit de professionnels de la médiation et également d'une proportion de plus en plus importante d'universitaires, de chercheurs, de formateurs, etc. En raison de la taille même du comité, nous avons décidé d'avoir une organisation décentralisée avec six coordinateurs régionaux élus, et quarante-cinq correspondants nationaux qui sont choisis par les coordinateurs et font le relais avec le réseau des membres.

Tout d'abord, comment le CECA a travaillé autour de la proposition de définition. Nous avons été présent dès le départ dans le groupe de réflexion des différents comités. Dès le retour de Kyoto, nous avons lancé un sondage auprès de nos membres, sondage que nous avons centré majoritairement sur des questions de société et de public. Un certain nombre de pays ont organisé des groupes de débat sous forme de journées de rencontre, d'autres ont décidé

de recueillir des avis de manière plus ponctuelle, mais toujours en passant par les correspondants nationaux.

Quel est le bilan du sondage. Nous avons publié un article de synthèse trilingue dans *ICOM Education* n°29 des propos recueillis lors de ce sondage avec une prise en compte géographique. De cette synthèse sur les fonctions d'une définition et sur les conséquences sur sa rédaction, il apparaît que les membres du CECA estiment qu'une définition doit être courte et précise. Elle doit utiliser des termes fonctionnellement spécifiques puisqu'elle doit être incluse dans des législations, tant nationales qu'internationales. Elle permet de plus d'attribuer des financements et elle sert à la régulation des politiques publiques. Sa langue doit être simple car cette définition, à valeur internationale, doit pouvoir être traduite sans surinterprétation ou faux sens. Enfin, cette définition diffère par sa nature d'une déclaration d'intention et d'un exposé de valeurs.

De cette synthèse, on peut relever d'autres points vitaux, qui concernent, premièrement, la nécessaire stabilité d'une institution. En effet, compte tenu du nombre très important et de la lourdeur des missions attribuées aux musées, il est évident que l'on ne peut pas confier la prise en charge de ces missions à une institution légère, temporaire, non identifiable géographiquement, socialement et politiquement. Il faut donc travailler sur la structuration et le renforcement de cette institution elle-même.

Deuxièmement, il faut s'interroger sur ce que les musées ont à offrir ou la nature de ce qu'ils ont à montrer. Les professionnels en contact avec les publics sont bien conscients de la spécificité des musées, celle de fournir des preuves. Preuves par la présence d'objets originaux, où il ne faut pas sous-estimer l'importance de la confrontation face aux objets originaux, par rapport à l'accès au numérique ; et preuves par l'interprétation avertie d'un patrimoine immatériel. Nous sommes dans une dynamique de confortation. Cela a donc des conséquences sur les expertises professionnelles requises. On voit clairement dans ce sondage que les gens qui sont chargés de la médiation, de l'interprétation, de l'éducation sont très soucieux de ne pas avoir à assurer des expertises purement sociales pour lesquelles ils considèrent qu'ils ne sont pas formés. Ce serait aller au détriment des tâches qui sont de fournir des preuves.

L'absence du terme 'éducation' dans la définition a soulevé beaucoup de réactions. Le troisième point vital de cette synthèse est de considérer l'éducation comme fonction centrale du musée. Nous savons que le terme éducation est discuté et polémique. Il peut être interprété selon les langues comme éducation, médiation, interprétation. Au CECA, nous

adoptons la définition étymologique du terme éducation, qui est issu du latin « *ducere* » qui veut dire 'conduire', et donc faire grandir, aller au-delà de soi, soit « *branching out* » en anglais. Au fond, l'éducation devient un but et non pas un moyen, comme la médiation ou l'interprétation.

Dans certaines régions, le rôle éducatif est très clairement exprimé comme central et comme soutien crucial à l'éducation scolaire. A cet égard, nous avons reçu des réactions venant d'Afrique, d'Autriche, de Chine, des Etats-Unis, etc. même si tout le monde s'accorde à dire que les méthodes sont différentes entre éducation scolaire et éducation muséale.

L'autre point vital de cette synthèse est de considérer les éducateurs comme prophètes historiques et contemporains de la responsabilité sociale du musée. Les éducateurs sont en effet très à l'aise avec un certain nombre de termes employés ou sous-jacents dans la nouvelle définition. Les termes comme interactivité, liberté critique, accessibilité universelle, bien-être, inclusion, co-construction font partis du quotidien des éducateurs. En revanche, comme les éducateurs sont en rapport constant avec la communauté, ils voient trop clairement les conséquences potentiellement néfastes d'ambitions planétaires. Il n'y a pas ni réalisme de terrain, ni considération des spécificités locales. Les termes qui viennent d'être cités n'ont pas la même signification dans tous les pays, voire n'existent pas partout dans cette forme.

Ce qui ressort très clairement de notre sondage est que le musée est loin d'être une institution dépassée, et que, bien au contraire, il se révèle être une institution essentiellement contemporaine. D'une part, le nombre de visiteurs dans les musées a une tendance à la hausse, ce qui est un signe d'adhésion de la société actuelle aux institutions muséales. D'autre part, le musée est pointé comme un lieu de dialogue critique qui permet de réinterpréter le passé, donner un sens au présent et construire le futur de manière créative. Les éducateurs estiment qu'il s'agit d'une modernité considérable et qu'il n'y a pas besoin de changer les missions du musée pour rester à l'intérieur de cette dynamique. Cette approche dynamique est commune à tous les pays sondés, sur tous les continents (Singapour, Zambie, Espagne, Allemagne, Portugal, Autriche, France, etc.).

➤ **ICOM Slovaquie – Texte de Jasna Gaburova, présidente, présenté par Florence Le Corre**

La présentation des textes des comités est faite à travers une synthèse de ces textes : celle-ci met en évidence les termes les plus importants, et ce de façon factuelle, sans interprétation. A noter : les textes font état de la nécessité de ne pas oublier les termes « acquiert, conserve, étudie, expose et transmet ». D'autre part, tous les comités parlent de « patrimoine matériel et immatériel » ou de « collections » et peu « d'artéfacts et de spécimens ».

Le comité ICOM de la Slovaquie comprend 240 membres. Avant Kyoto, la nouvelle définition n'avait pas forcément reçu l'approbation de ses membres, et lors du vote, certains se sont prononcés pour et d'autres contre. A la suite de l'assemblée générale de Kyoto, les membres ont reçu un questionnaire pour se prononcer sur la question. Il en ressort que d'une part les musées relatifs aux minorités nationales se sont manifestés de façon positive pour la nouvelle définition. D'autre part, l'idée principale des membres est de retravailler la définition. En plus des termes « acquiert, conserve, étudie, expose et transmet » qu'ils souhaitent voir dans la définition, ICOM Slovaquie considère positivement les notions de démocratie, d'indépendance politique, d'examen critique du passé, des droits et égalité d'accès au patrimoine pour tous. En revanche, le comité rejette les termes de démocratisation, d'inclusif et polyphonique, de justice sociale, d'égalité mondiale et de bien-être planétaire. De plus, il est précisé que les musées ne sont pas compétents pour jouer un rôle politique, notamment lorsque l'on parle de conflit, de dignité humaine et de justice sociale. Les musées doivent être par ailleurs distingués des centres culturels.

➤ **ICOM Luxembourg – Guy Thewes, vice-président**

ICOM Luxembourg s'est constitué en comité national en 2017, il compte 129 membres individuels et 21 membres institutionnels, pour un pays comptant 625 000 habitants et 70 musées. Les activités principales d'ICOM Luxembourg sont d'abord les quatre réunions annuelles de son conseil d'administration et son assemblée générale annuelle. L'action est portée sur la professionnalisation du secteur, notamment avec l'organisation de deux conférences où l'on invite des experts internationaux et de deux journées de formation.

L'évènement-phare est l'organisation de la Journée internationale des musées (Luxembourg Museum Days) qui est un grand succès public, avec en 2019, 18 000 visiteurs (soit 2 à 3% de la population). Aujourd'hui, l'action est fondée sur le travail d'obtention d'une convention avec le Ministère de la Culture pour augmenter les moyens financiers et d'action.

L'information sur la nouvelle définition est arrivée seulement début août 2019 grâce à ICOM Europe et les membres ont pris alors connaissance des réactions d'ICOM France et d'ICOM Allemagne. Après la participation à la conférence générale de Kyoto en septembre 2019, des discussions au sein du conseil d'administration, représentant une douzaine de musées, ont été menées.

ICOM Luxembourg considère que la définition actuelle de 2007 remplit parfaitement les besoins de nos musées et reflète leur identité. Cette définition nous permet de distinguer le musée d'autres lieux culturels (centres culturels, salles de spectacles, galeries privées, etc.) et d'affirmer notre apport singulier à la société. Elle met l'accent sur le fait d'acquérir, de conserver, d'étudier, d'exposer et de transmettre aux générations futures des collections à la fois matérielles et immatérielles à des fins scientifiques, éducatives et de divertissement. Le comité estime que ces fonctions demeurent les éléments fondamentaux d'un musée. Les autres ambitions des musées comme l'accessibilité, le caractère participatif, l'inclusion sociale, l'engagement pour la démocratie ou l'environnement ont leur place dans les énoncés de mission ou les déclarations d'objectifs de chaque musée et non dans la définition générale.

Néanmoins dans cette nouvelle définition, de nombreux termes flous se prêtent d'une part à des interprétations politiques et idéologiques divergentes. D'autre part, les notions de démocratisation, d'égalité des droits, de dignité humaine, de justice sociale, d'égalité mondiale, de bien-être planétaire sont des valeurs et non des critères objectifs d'une définition. Si l'ICOM adopte la nouvelle définition, elle devra en toute logique, sur base de jugements de valeur, exclure les musées qui fonctionnent sous la tutelle de régimes notoirement autoritaires et qui ne satisfont pas aux normes de transparence, de polyphonie et d'inclusion démocratique.

Ainsi, ICOM Luxembourg, propose que le texte élaboré par le Comité pour la définition du musée, de ses perspectives et de ses potentiels (MDPP) soit une vision et non une définition. Ce texte pourrait être adopté comme charte d'intentions de l'ICOM qui exprimerait nos valeurs partagées et nos engagements à l'égard de la société et compléterait ainsi la définition existante.

➤ **GLASS – Anne-Laure Carré, membre de GLASS, au nom de Teresa Medici, présidente**

Je m'exprime au nom de la présidente d'ICOM-GLASS, Teresa Medici, et je reprends ici la présentation de notre comité international faite au Toyoma Glass Art Museum en septembre dernier.

ICOM-Glass est un comité international né en 1946, qui compte 144 membres individuels, venant de 32 pays et 22 membres institutionnels. Il compte également 359 membres non-votants, dont 43 % sont inscrits à l'ICOM-CC et 21 % à l'ICDAD. A l'instar d'autres comités internationaux, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis sont les pays comptant le plus de membres votants. Le comité organise au moins une réunion annuelle, la prochaine aura lieu en octobre 2020 à Coburg en Allemagne. Il organise aussi des réunions communes, notamment avec ICDAD et ICFA, ainsi qu'avec d'autres organisations représentatives du domaine, comme l'AIHV, l'Association internationale pour l'histoire du verre. Le comité publie un journal *Reviews on Glass*, en anglais et en français, sous format électronique et papier et distribue une newsletter une fois par an.

ICOM-GLASS n'a pas été saisi de retour spontané de ses membres au sujet de la nouvelle définition et nous avons diffusé auprès de nos membres le questionnaire de l'ICOFOM envoyé à tous les comités internationaux dès le mois de novembre 2019. Nous n'avons reçu que quatre réponses à ce questionnaire avant la date limite de Janvier 2020. Il semble donc qu'ICOM-GLASS ne soit pas le lieu de cette discussion et que nos membres y participent plutôt au travers de leurs comités nationaux. Le conseil d'administration d'ICOM-Glass n'a donc pas défini de position officielle, mais je transmets ici les points saillants de ces contributions. Toutes soulignent le caractère très politique de la nouvelle définition et s'inquiètent du possible retrait d'une définition avant tout "professionnelle", qui est déjà largement reprise par les législations nationales et qui faisait consensus.

Au nom d'ICOM-GLASS, nous souhaitons que la discussion se poursuive plutôt dans le cadre des comités nationaux.

➤ **ICFA – Sophie Harent, présidente**

Les discussions sur la nouvelle définition ont eu lieu au sein du conseil d'administration de l'ICFA et non pas auprès des adhérents du comité, la définition a été évoquée uniquement lors d'une réunion à Amsterdam à la fin du mois de janvier dernier. Cette question n'était pas un des points à l'ordre du jour. La préoccupation qui nous occupe aujourd'hui n'est donc pas partagée par tous les membres de l'ICOM, ni par tous les comités internationaux. Néanmoins, ces discussions ont montré qu'il y avait une forme d'hostilité très nette de la part des membres du conseil d'administration à une partie de la nouvelle définition. Ils jugent d'abord des termes employés comme inadéquats, notamment « polyphonique », « inclusif », « justice sociale », etc. Ils estiment que cette définition, contrairement à ce qu'elle voudrait faire penser, est trop exclusive. Elle est trop politique et trop idéologique. Une plus grande neutralité est réclamée, ainsi qu'une simplicité plus grande de la définition. La question fondamentale largement soulevée au sein du conseil d'administration est de savoir pourquoi il est nécessaire de transformer la définition du musée. Ses membres estiment en effet qu'il y avait un consensus sur cette définition et s'interroger donc sur la volonté d'en faire tout à fait autre chose. Par ailleurs, le terme collection qui n'apparaît pas dans la nouvelle définition n'a pas été jugé comme un indispensable qu'il faudrait mettre en avant et en valeur dans l'avenir par les membres du conseil d'administration. Cela prouve qu'il y a des divergences assez marquées au sein du conseil d'administration d'ICFA et qui sont notables en fonction des origines géographiques. L'aspect de « centre culturel » proposé dans la définition est vraiment rejeté. En revanche, le caractère participatif et la prise en compte de tous les publics sont jugés comme des éléments importants, qui n'apparaissent peut-être pas assez clairement dans l'ancienne définition de 2007.

➤ **ICOM Géorgie – Texte d'Inga Karaia, présidente, présenté par Florence Le Corre : suivi enquête I**

Institué en 2007, ICOM Géorgie compte 517 membres individuels, institutionnels et étudiants. A la suite de l'assemblée générale de Kyoto, le comité a envoyé un questionnaire en ligne à ses membres, dont les réponses ont été débattues en conseil d'administration.

Il ressort de ce questionnaire et de ce débat que la nouvelle définition convient à 46% et qu'elle ne convient pas à 48%. Elle est considérée comme trop complexe, alors qu'une définition devrait être courte et structurée. Beaucoup de termes sont superflus et redondants, notamment « égalité des droits » et « égalité d'accès ». Il est souligné dans cette intervention que le langage juridique n'est pas le même dans tous les pays, cette notion juridique est pourtant considérée comme importante. Les termes retenus qui devraient figurer dans la nouvelle définition selon le comité Géorgie sont : « éducation », « institution », « démocratie », « inclusivité », « dialogue sur le passé et le futur », « accessibilité », « participatif », « transparence ». La proposition est également de remplacer « conflit » par « défi » et de supprimer *acknowledging*.

➤ **MPR – Matthias Henkel, président**

We need of course a new reading of the definition and we also have to make the difference between a definition, a mission and a vision. That is why we do not have one problem but three challenges.

ICOM-MPR has been founded in the late seventies, it has about 600 members and almost 70% of them are coming from Europe. We believe that the role of communication in the future is very important for museums and we believe that museums should be more topical than political.

Il nous faut bien sûr parvenir à une nouvelle relecture de la définition et nous nous devons de faire la différence entre une définition, une mission et une vision. C'est pour cela que nous faisons face, non pas un seul problème, mais à trois défis.

MPR a été fondé à la fin des années 1970, il compte environ 600 membres dont près de 70% d'entre eux sont Européens. Nous croyons profondément que le rôle de la communication dans le futur est très important pour les musées et que les musées doivent davantage être actuels que politiques.

➤ **ICOM Belgique – Sergio Servellon, vice-président**

Hereby we submit our feedback for the “Committees Journey”, convened by ICOM France and ICOM Germany, with the support of ICOFOM and ICOM Europe, relating the reflection on the adaptation of a new museum definition.

Although Belgium is a small country, its ICOM national committee has 1500 members, combined by two organizations: the Flemish organization and the Walloon one. We decided to split the discussion into a methodological and a conceptual session. The reason for this is because after what I heard today, what I would have called the ‘Göteborg paradigm shift’, I think it is a strategic error to discuss the core of the core, while the core is not solved yet.

First, we had a methodological session. This first session is needed to know what kind of input has to be gathered and how it should be processed. On the 15 January, we organized an ICOM Belgium Convention and five points came out of this. Our first recommendation is a very simple question: Who is this definition addressing? Is it the public outside, our governments or is it the museum community itself or the members of ICOM? This needs to be mandated in consensus. We need to focus on the goal of this definition. Secondly, there is a need for measuring the impact of any new definition to different regions and different institutions. It is clear that we all have legal implies with this definition, that is why we demand an impact study from ICOM for any definitions that would come out of this. The third point is that we need transparency on what the ‘contribution from national committees and international committees’ is to the new MDPP2 committee. We want to know what this means methodologically. For Belgium, MDPP2 has no free mandate. We need transparency on how the gathered information is synthesized. We have to put clear what methodology is followed. Additionally, we still want to know what the original five propositions were and how they came about. We need to know how the process will take place from now.

We will have conceptual sessions. On 5 June, Bruno Brulon Soares is invited by the Université de Liège together with ICOM Bruxelles-Wallonie. On 15-16 June 2020, Flemish, Brussels and Walloon associations will follow the ICOFOM survey. There will be additional sessions in order to provide feedback from Belgium.

Par la présente, nous rassemblons nos commentaires pour le « *Committees Journey* », organisé conjointement par ICOM France et ICOM Allemagne, avec le soutien de l’ICOFOM et d’ICOM Europe, concernant la réflexion sur l’adaptation d’une nouvelle définition de musée.

Bien que la Belgique soit un petit pays, son comité national compte 1 500 membres, composé de deux organisations : l'organisation flamande et l'organisation wallonne. Nous avons décidé de scinder la discussion sur la nouvelle définition en deux sessions, une méthodologique et une conceptuelle. Cette méthode peut s'expliquer par ce que l'on a déjà pu entendre aujourd'hui, ce que l'on pourrait appeler le « *Göteborg paradigm shift* ». Je pense en effet que débattre de l'essence de l'essence est une erreur stratégique, alors que nous n'avons pas encore déterminé de l'essence même.

Tout d'abord, nous avons eu une séance méthodologique nécessaire pour savoir quel type de contribution doit être recueillie et comment elle doit être traitée. Le 15 janvier dernier, nous avons organisé une convention ICOM Belgique et cinq recommandations en sont ressorties. Notre première recommandation est une question très simple : à qui s'adresse cette définition ? Est-ce le public extérieur, nos gouvernements ou la communauté muséale elle-même ou les membres de l'ICOM ? Cela doit être mandaté par consensus. Nous devons nous concentrer sur l'objectif de cette définition. Deuxièmement, il est nécessaire de mesurer l'impact de toute nouvelle définition sur différentes régions et différentes institutions. Il est clair que nous avons tous des implications juridiques avec cette définition, c'est pourquoi nous exigeons une étude d'impact de l'ICOM pour toutes les définitions qui en découleraient. Le troisième point est que nous avons besoin de transparence sur la 'contribution des comités nationaux et des comités internationaux' au nouveau comité MDPP2. Nous voulons savoir ce que cela signifie méthodologiquement. Pour la Belgique, MDPP2 n'a pas de mandat gratuit. Nous avons besoin de transparence sur la façon dont les informations recueillies sont synthétisées. Nous devons préciser quelle méthodologie est suivie. De plus, nous voulons savoir quelles étaient les cinq propositions originales. Enfin, nous devons savoir comment le processus se déroulera à partir de maintenant.

Nous aurons des sessions conceptuelles. Le 5 juin, Bruno Brulon Soares est invité par l'Université de Liège avec ICOM Bruxelles-Wallonie. Du 15 au 16 juin 2020, les associations flamande, bruxelloise et wallonne suivront l'enquête ICOFOM. Il y aura enfin des sessions supplémentaires afin de fournir les commentaires d'ICOM Belgique.

➤ **ICOM Israël – Texte de Nava Kessler, présidente, présenté par Florence Le Corre**

ICOM Israël compte 1 600 membres qui se sont réunis en table-ronde sur la question de la nouvelle définition. Un comité pour la définition a par la suite été créé et une enquête a été

distribuée parmi les membres. Ces discussions sur la définition de musée ont par ailleurs retenu un grand intérêt dans la presse israélienne. La conclusion des débats, outre la création d'un comité de réflexion sur la question, a été que la définition actuelle est considérée comme bonne par une grande majorité des membres, mais que la nouvelle définition est néanmoins imprécise. Selon ICOM Israël, il faut retenir qu'un musée est un lieu permanent, ainsi que les termes « éducation », « mission sociale », et « gestion professionnelle des collections ».

➤ **ICOM Pays Bas – Arja van Veldhuizen, membre du bureau**

ICOM Netherlands is a large and growing committee in a relatively small country with 5 300 members. Our policy on the board is to organize less separate member activities but cooperating with other parties in the Dutch museum field. We focus on encouraging members to look beyond the borders and use ICOM to become inspired by international perspectives. In Kyoto, ICOM Netherlands took the initiative to launch ICOM Family which is a platform to be able to be connected to colleagues worldwide.

First, after Kyoto, we have noticed that there are many different opinions in the Netherlands. We decided in the ICOM NL-board to have a Museum Definition Working Group and we published a fact sheet in November and update in February. We want to enhance discussions among Dutch museum professionals – ICOM and non-ICOM members. We do this by using a 'grassroot' approach, involving our over 5000 members. We finally will collect their different views and opinions. We partner as much as we can with other organisations in the Dutch museum landscape and ask them to put the discussion on their agenda. By doing so we reach out to a wide range of museum colleagues.

We did already join the Heritage Arena 'Game Changers' on 29. January 2020 at the Reinwardt Academy, to explain the issues about the new definition. We had a work session for ICOM Netherlands members on the museum definition on 6 February 2020 at Museum Catharijneconvent, in Utrecht. These discussions will continue during other events. There will be the Museum Knowledge Day of the Dutch Museum Association, under the title 'Is the museum a clubhouse with a collection?' at Museum het Valkhof in Nijmegen, on 23 March 2020. The General Assembly of ICOM Netherlands will be held on 25 May 2020 in Breda.

There will be an invitation to members to give voting advice (via online tool) prior to the General Assembly 2021 of ICOM Netherlands.

During the successful work session on 6 February, a neutral introduction has been given explaining how the ICOM definition is prestigious and how ICOM committee is working. Then, two statements have been exposed by two colleagues with two different opinions on the question. During this session, we gathered the opinion of the members by asking them six different questions.

Our observations so far are that we have as many opinions as members. These opinions seem to depend a lot on the type of museum and the role of the member in this museum. It seems to be a difference between more object focused museums and museums where storylines and narratives told with objects are most important. There might also be a generation issue. The question 'for whom is the definition?' seems to define part of the opinions: is it for policymakers, for museum professionals or the general public? This discussion triggers reactions into our members: suddenly ICOM seems to matter for them.

Our message for this meeting is that ICOM Netherlands only has 5 votes out of more than 800 in June 2021. Consequently, our opinion has a modest impact on the result. So we think that we have to use the delay in decision making and take advantage of the unique opportunity to explore our own profession. We told our members on the 6 February session to open their mind, to postpone judgement, to explore arguments used by pro's and con's and to explore the different sub-themes, seen from different perspectives. So, you are not going to hear the opinion of ICOM Netherlands yet. We diverged first, and then – before June 2021 – we will converge again.

ICOM Pays-Bas est un comité important et en pleine croissance dans un pays relativement petit avec 5 300 membres. Notre politique au sein du conseil d'administration est d'organiser des activités communes avec les membres et de coopérer également avec d'autres institutions du domaine muséal néerlandais. Nous nous efforçons d'encourager les membres à regarder au-delà des frontières et à utiliser ICOM comme un atout pour s'inspirer des perspectives internationales. À Kyoto, ICOM Pays-Bas a pris l'initiative de lancer ICOM Family, une plate-forme permettant de se mettre en contact avec des collègues des musées du monde entier.

Premièrement, après Kyoto, nous avons remarqué qu'il existe de nombreuses opinions différentes sur la nouvelle définition du musée aux Pays-Bas. Nous avons alors décidé au

sein du conseil d'administration d'avoir un groupe de travail sur la définition du musée et nous avons publié une fiche d'information en novembre, mise à jour en février. Nous voulons renforcer les discussions entre les professionnels des musées néerlandais – pour les membres et les non-membres de l'ICOM – en impliquant nos plus de 5 000 membres. Nous allons enfin recueillir leurs différents points de vue et opinions. Nous nous associons autant que possible à d'autres organisations du paysage muséal néerlandais et leur demandons d'inscrire la discussion à leur ordre du jour. Ce faisant, nous atteignons un large éventail de collègues du musée.

Nous avons déjà rejoint les « *Game Changers* » de l'*Heritage Arena* le 29 janvier 2020 à la Reinwardt Academy, pour expliquer les problèmes liés à la nouvelle définition. Nous avons eu une séance de travail avec les membres d'ICOM Pays-Bas sur la définition du musée le 6 février 2020 au Musée Catharijneconvent, à Utrecht. Ces discussions se poursuivront lors d'autres événements. Il y aura la Journée de la connaissance des musées de la *Dutch Museum Association*, sous le titre « Le musée est-il un club-house avec une collection ? », au Museum het Valkhof à Nimègue, le 23 mars 2020. L'assemblée générale d'ICOM Pays-Bas se tiendra le 25 Mai 2020 à Breda. Il y aura une invitation aux membres à donner des conseils de vote (via un outil en ligne) avant l'assemblée générale 2021 d'ICOM Pays-Bas.

Au cours de la session de travail réussie du 6 février, une introduction a été donnée expliquant en quoi la définition de l'ICOM est prestigieuse et comment fonctionne le comité ICOM. Ensuite, deux collègues d'opinions radicalement différentes qui ont proposé deux déclarations exposant leurs avis respectifs. Au cours de cette session, nous avons recueilli l'avis des membres en leur posant six questions différentes.

Jusqu'à présent, nous constatons que nous avons autant d'opinions que de membres. Ces opinions semblent dépendre beaucoup du type de musée et du rôle que chaque membre y tient. Il semble y avoir une différence entre les musées conservant des objets et les musées où les récits racontés avec des objets sont les plus importants. Il peut également y avoir un problème de génération. La question « A qui cette définition s'adresse-t-elle ? » semble définir une partie des opinions : s'adresse-t-elle aux décideurs politiques, aux professionnels des musées ou au grand public ? Cette discussion déclenche des réactions chez nos membres : soudain, l'ICOM semble avoir de l'importance pour eux.

Notre message pour cette réunion est qu'ICOM Pays-Bas ne dispose que de 5 voix sur plus de 800 en juin 2021. Par conséquent, notre opinion a un impact modeste sur le résultat. Nous pensons donc qu'il nous faut utiliser le retard dans le vote et profiter de l'occasion

unique d'explorer notre propre profession. Nous avons dit à nos membres lors de la session du 6 février d'ouvrir leur esprit, de reporter leur jugement, d'explorer les arguments utilisés par le pour et le contre et d'explorer les différents sous-thèmes, vus sous différents angles. Donc, vous n'allez pas encore entendre l'opinion d'ICOM Pays-Bas. Nous avons divergé d'abord, puis - avant juin 2021 - nous convergerons de nouveau.

➤ **ICOM Allemagne – Markus Walz, membre**

ICOM Germany is a national committee of 6 500 members, most of them are individuals, institutions prefer the museum associations on the level of our 16 federal States.

After Kyoto, in October 2019, we had a fast reaction of the most important monthly journal on national and international contemporary politics. The author said that the MDPP proposal has a liberal and neo-liberal discourse and presents social diversity as a new norm for ICOM. Between October and December, we had our first experience with online activism, there was an open letter demanding more dialogue. This open letter had 294 sympathising persons, including 75 German members of ICOM. In parallel, we had an invitation to a panel discussion at the Jewish Museum Berlin–Léontine Meijer-van Mensch. On January 30th, 2020, the executive board of ICOM was for the „new position“ and me, for the „old position“.

In February, two conservative national daily newspapers published commentaries. To summarize in one question, one was asking: Is the Critical Museology ready for being musealised itself? The other one said that Museums have to change, so has to its definition.

In December, we made our very first survey of our members, which has been reported in February. It is a standardised questionnaire on the high regard of the actual definition and the MDPP proposal. We had 302 valid questionnaires, which is about 4.6 % of all our members. We asked our members their assessment for the terms used in the current definition, as for the MDPP proposal as an „important part of the definition“. It results that the current definition has nearly every word considered as an “important part of the definition” according to at least 80%. On the contrary, a few words of the MDPP proposal are considered as an important part of the definition, for lower 66.6%, such as “in trust for society”, “equal access to heritage”. Most of this proposal is less considered as important by the survey, especially “global equality and planetary wellbeing”.

It is interesting to compare what is considered important if it is a proposal as a mission statement or a proposal as a definition. We can see that as a mission statement, the words of the MDPP proposal are more considered as important, with lower 66.6% of the survey. Which can make us think that, even though the proposal becomes a mission statement, we still have to work on it.

About the overall acceptance as a definition, ICOM Germany found quite the same result than ICOM Switzerland: the current definition is considered well suitable or quite suitable for more than 80%; the MDPP Proposal for less than 50%.

My message is that our members are interested in a contemporary vision, some like the spirit of new wording, but they are satisfied with the actual museum definition.

ICOM Allemagne est un comité national de 6 500 membres, pour la plupart individuels, les institutions préférant les associations de musées au niveau de nos seize États fédéraux.

Après Kyoto, en octobre 2019, une très importante revue mensuelle sur la politique nationale et internationale a réagi rapidement, déclarant que la proposition du MDPP a un discours libéral, voire néolibéral et présente la diversité sociale comme une nouvelle norme pour ICOM. Entre octobre et décembre, nous expérimentons pour la première fois l'activisme en ligne, avec une lettre ouverte demandant plus de dialogue. Cette lettre ouverte comptait 294 sympathisants, dont 75 membres allemands de l'ICOM. Parallèlement, nous avons été invités à une table ronde au Musée juif de Berlin – Léontine Meijer-van Mensch. Le 30 janvier 2020, le comité exécutif de l'ICOM était pour la nouvelle position, tandis que je me prononçais pour l'ancienne.

En février, deux quotidiens nationaux conservateurs ont publié des commentaires. L'un d'eux se demandait si la muséologie critique est prête à être muséalisée elle-même. Le second a affirmé que les musées devaient changer, de même que sa définition.

En décembre, nous avons effectué notre tout premier sondage auprès de nos membres, qui a été rapporté en février. Il s'agit d'un questionnaire sur l'estime portée sur la définition actuelle et sur la proposition du MDPP. Nous avons 302 questionnaires valides, ce qui représente environ 4,6% de tous nos membres. Nous avons demandé à nos membres quels termes de chaque définition – l'actuelle et la proposition du MDPP – ils trouvaient les plus importants. Ainsi, presque l'entièreté des termes de la définition de 2007 est considérée, par plus de 80% des sondés, comme étant « une partie importante de la définition ». Au

contraire, on peut noter que seulement quelques mots de la proposition du MDPP sont considérés comme une partie importante de la définition, pour moins de 66,6% des sondés, tels que « pour la société », « l'égalité d'accès au patrimoine ». Enfin, les termes « l'égalité mondiale et le bien-être planétaire » sont ceux qui sont le moins estimés comme importants, parmi une proposition de définition qui ne retient globalement pas les suffrages.

Il est intéressant de comparer ce qui est considéré comme important lorsqu'il s'agit d'une proposition en tant que déclaration de mission ou d'une proposition en tant que définition. Nous pouvons voir qu'en tant que déclaration de mission, les mots de la proposition du MDPP sont davantage considérés comme importants, pour moins de 66,6% des sondés. Ce qui peut nous faire penser que même si la proposition devient une déclaration de mission, nous devons encore y travailler.

Concernant l'acceptation globale en tant que définition, ICOM Allemagne a trouvé à peu près le même résultat que ICOM Suisse : la définition actuelle est considérée comme bien adaptée ou tout à fait appropriée pour plus de 80% ; moins de 50% considèrent la proposition MDPP comme adaptée.

Mon message est que nos membres sont intéressés par une vision contemporaine, certains comme l'esprit de la nouvelle formulation, mais ils sont satisfaits de la définition actuelle du musée.

➤ **ICOFOM – Marion Bertin, secrétaire**

ICOFOM est le comité international dédié à l'approche théorique du musée et de la muséologie, et s'attache à la développer comme un champ de recherche à la croisée de nombreuses disciplines structurant les pratiques muséales. Depuis sa création en 1977, ICOFOM participe activement à la définition du « musée » en tant que processus historique, social et culturel et à une réflexion de fond sur ce sujet. D'autres thèmes parcourent les travaux d'ICOFOM : muséologie et technologie, le rôle social et politique de la muséologie, la muséologie comme théorie et comme pratique, etc.

ICOFOM est un autre très grand comité international de l'ICOM avec environ 2 000 membres, qui ont une grande représentativité internationale. Il en va de même pour le *board*, élu de 2019 à 2022 : le président d'ICOFOM est Bruno Brulon Soares (Brésil), la vice-présidente est Anna Leshchenko (Russie). Le conseil d'administration comprend deux

membres élus, également membres d'ICOM France : Marion Bertin (secrétaire) et Daniel Schmitt (trésorier). Le président sortant est François Mairesse.

ICOFOM se décline en deux sous-comités l'ICOFOM LAM et l'ICOFOM ASPAC.

Parmi les travaux structurants qui forment l'ossature d'ICOFOM et le lien entre les membres, on peut citer le projet dirigé par André Desvallées à partir de 1993 intitulé « Terminologie de la Muséologie » qui a suivi, à la demande de l'ICOM, à la participation d'ICOFOM entre 2003 et 2007 à des débats sur la définition de musée, qui est notre définition actuelle. Parmi les publications, on note en particulier *La déclaration de Calgary* de 2005 et la publication de *Vers une redéfinition du musée ?*, en 2007, dirigée par François Mairesse et André Desvallées, qui proposent des perspectives théoriques des membres d'ICOFOM sur la définition du musée. En 2009, le numéro *ICOFOM Study Series* publié par Nelly Decarolis et François Mairesse revient sur le thème « Museology: back to basics » dans lequel les auteurs d'ICOFOM ont discuté les concepts clés de la muséologie. Cela aboutit en 2010 à la publication de l'ouvrage *Concepts clés de la muséologie*, dirigé par François Mairesse et André Desvallées et qui a été traduit dans plusieurs langues. On peut noter son corollaire d'ampleur, le *Dictionnaire Encyclopédique de Muséologie*, dirigé par les mêmes auteurs et publié en 2011. Ainsi, l'implication d'ICOFOM dans la réflexion sur la définition de musée est ancienne et féconde.

Sous l'impulsion de l'ICOM, à partir de 2016, ICOFOM a participé activement au projet d'une redéfinition du musée en organisant dans onze pays des colloques internationaux sur le thème, « Définir le musée du XXI^e siècle ». Cela a découlé à de nombreuses publications sur le même sujet, permettant de présenter un panorama muséal international en réunissant les auteurs de ces onze pays, en Europe, Amérique latine et Amérique du Nord notamment.

A la suite de l'assemblée générale de Kyoto en 2019, ICOFOM a administré un questionnaire afin de consulter ses membres ainsi que les autres comités nationaux et internationaux et recueillir leurs avis sur la nouvelle définition proposée en juillet 2019 par le conseil exécutif de l'ICOM.

ICOFOM souhaite amener sa revue *ICOFOM Study series* aux plus hauts standards de la production académique, en maintenir un rythme élevé de publications et organiser plus de colloques. Par ailleurs ICOFOM réfléchit à mener une politique inclusive favorisant la diversité des contextes et des approches à l'échelle mondiale. Pour cela, ICOFOM, l'ICOFOM LAM et l'ICOFOM ASPAC prévoient d'organiser des réunions sur tous les continents. Enfin, ICOFOM réfléchit aussi à créer des forums de discussions sur la

muséologie dans les régions où il n'y a pas d'accès à une formation universitaire en muséologie.

➤ **ICOM Bangladesh – Texte d'Hussain Jahangir, président, présenté par Florence Le Corre**

ICOM Bangladesh a organisé un workshop en 2018 sur la définition des musées, puis un autre en février 2020 sur le même sujet. Le comité propose une nouvelle définition qui inclut les éléments suivants : un musée est un espace, les notions de « sans but lucratif », du « travail avec et pour les communautés », de « développement durable », de « délectation » et d'« amélioration de l'environnement » sont considérées comme importantes. En revanche, le comité utilise ici les termes d'artéfacts et de spécimens, et non pas de patrimoine matériel et immatériel, ni de collections.

➤ **ICOM Croatie – Darko Barbic, membre du bureau**

ICOM Croatia has been established in 1992 and counts for 123 individuals and 36 institutional members the number, which might sound low, but if you compare to the size of the country and its population it is respectable. It is one of the biggest ICOM communities in South-East Europe. ICOM Croatia members are covering diverse museums spectrum, from those working in art museums, natural history or ethnography museums, art galleries to museology and museum studies professors. ICOM Croatia represents very well the nationwide museum sector and is by far the strongest and the most influential museum association in Croatia.

From the beginning, ICOM Croatia has stimulated its members to contribute to the MDPP initiative, including with the participation of small-scale workshop organised in 2018. The discussion of these workshops has been part of the general contribution of ICOM South-East Europe, which has been delivered to MDPP in April 2019. While ICOM Croatia members still applaud toward the ICOM initiative to re-check existing definition of museum existing, declared transparency and participative approach has been significantly jeopardised by no communication from the MDPP in months before ICOM Kyoto 2019. The new definition

production process is still unclear, and we regret the lack of transparency and that we do not have a clear idea of how this has happened. In more, Croatian responsible government institutions and owners of museums, including cities, Ministry of Culture, etc. were asking us about this new definition. The ICOM influence can suffer from this situation, since ICOM Croatia tried to pop up in recent years, including promote the ICOM's definition of museum in a new Croatian Museum Act, on which we were successful. The new ICOM museum definition might not be included in the Croatian museum legislation.

From ICOM Croatia perspective, the proposed definition is not a definition because a definition is supposed to distinct something from everything else, thus it makes it unique. Secondly, members are concerned if the Kyoto definition would encourage heritage institution or any other cultural centre to be declared as museum and to ask consequently for funds, reducing funds for current museums. Thirdly, incorporating Kyoto proposed definition of museum in any legal act (especially in the National Museum Act) would be impossible.

Finally, members of ICOM Croatia are in favour of the attempt to look for a 21st century museum definition. To respect the museum tradition and the position of museum professionals, it is important to have a transparent definition-making process and not a vision of museum of a 'close circle', as proposed in Kyoto.

ICOM Croatie a été créé en 1992 et compte 123 membres individuels et 36 membres institutionnels, qui, comparé à la taille du pays et de sa population, est un nombre respectable. C'est l'une des plus grandes communautés ICOM en Europe du Sud-Est. Les membres d'ICOM Croatie couvrent un large éventail de musées, de ceux travaillant dans les musées d'art, d'histoire naturelle ou encore d'ethnographie, dans les galeries d'art et jusqu'aux professeurs de muséologie et d'études muséales. ICOM Croatie représente très bien le secteur muséal national et est de loin l'association muséale la plus forte et influente de Croatie.

Depuis le début, ICOM Croatie a incité ses membres à contribuer à l'initiative du MDPP, notamment avec la participation à un atelier organisé en 2018. Les discussions issues de cet atelier ont été intégrés à la contribution générale d'ICOM Europe du Sud-Est, qui a été remis au MDPP en avril 2019. Alors que les membres d'ICOM Croatie reconnaissent toujours l'initiative de l'ICOM d'actualiser la définition existante au musée du XXI^{ème} siècle, ils estiment que la transparence et l'approche participative ont été considérablement compromises par le manque de communication du MDPP dans les mois précédant

l'assemblée générale de l'ICOM à Kyoto 2019. Le processus de production de la nouvelle définition n'est toujours pas clair, et nous regrettons le manque de transparence.

De plus, l'influence de l'ICOM peut pâtir de cette situation sur laquelle le gouvernement croate, comme les propriétaires des musées – villes, ministère de la Culture – nous ont déjà interrogés. ICOM Croatie a en effet œuvré avec succès ces dernières années à faire inscrire la définition actuelle du musée dans la nouvelle loi des musées croates.

Du point de vue d'ICOM Croatie, la proposition n'est pas une définition car une définition est censée distinguer quelque chose de tout le reste, ce qui la rend unique. Deuxièmement, cette proposition pourrait encourager des institutions du patrimoine ou des centres culturels qui ne répondaient pas de la définition actuelle à se déclarer comme des musées et par conséquent demander des fonds qui seraient alors perdus pour les musées actuels. Troisièmement, il serait impossible d'intégrer la définition de musée proposée à Kyoto dans tout acte juridique (en particulier dans la loi sur les musées nationaux). Enfin, les membres d'ICOM Croatie sont favorables à la recherche d'une définition de musée du XXI^e siècle. Pour respecter la tradition muséale et la position des professionnels des musées, il est important d'avoir un processus transparent et non la vision muséale d'un cercle clos, comme proposé à Kyoto.

➤ **INTERCOM – Emilie Girard, secrétaire**

INTERCOM est le comité international pour la gestion des musées qui se consacre à l'étude des théories, de l'enjeu et des pratiques liés à la gestion et au leadership dans le contexte muséal. Le comité compte environ 700 membres, issus de tous les pays du monde et de toutes les catégories professionnelles. INTERCOM organise cette année une conférence conjointe avec ICME et ICOM Azerbaïdjan au Musée national du Tapis à Bakou du 14 au 16 octobre 2020.

Au sein du conseil d'administration, la question de la définition du musée n'a pas été posée avant que l'invitation d'ICOM France nous parvienne. Cela a donc été l'occasion de lancer une consultation auprès des membres d'INTERCOM en leur demandant de faire remonter leur réflexion, leur réaction et de faire leur proposition. A ce jour, nous n'avons pas terminé le travail d'analyse des retours des membres.

Néanmoins, INTERCOM tient à souligner que l'impact juridique du changement de définition peut varier selon les pays, et qu'il faut donc en être bien conscient. Nous ne voulons pas devenir prisonnier d'un débat entre les pous et les contres. Il semble important que le débat sur la définition soit suffisamment large pour refléter tous les courants au sein de l'ICOM, afin de sauvegarder l'unité précieuse de notre organisation et son rôle parmi les professionnels des musées. Nous devons donc continuer à instaurer un dialogue entre les membres et ICOM sur la définition. INTERCOM est résolu à ce que sa participation dans les discussions soit très active.

➤ **ICR – Texte d'Irina Zmuc, présidente, présenté par Florence Le Corre**

ICR est le comité international pour les musées régionaux. Ce comité pense qu'il est très utile de réactualiser la définition actuelle qui doit être compréhensible par tous, aussi bien par les publics que par les politiques. Cette définition doit concerner tous les types de musée. La nouvelle définition doit permettre une lecture variable, il faut savoir qui utilise cette définition et comment cette dernière va être utilisée. Cette définition doit être pertinente pour toutes les communautés, elle doit correspondre aux besoins et aux intérêts des différentes communautés et elle doit également être prise en compte dans le cadre des différentes législations des Etats des comités. Les termes qui paraissent importants pour ICR sont : « inclusivité », « reponsabilité », réactivité aux changements », « accès à tous les publics » et « aspect numérique ».

➤ **ICOM Irlande – Hugh Maguire, président**

You will be aware of the expression 'How a camel is a horse designed by a committee'. This is one of the conflicts I found that the definition debate is confronting ICOM with. It is confronting ICOM as an institution and it is confronting ICOM and its members. One lofty reason for the United Kingdom and the Brexit debate and one of the reasons for the departure of the European Union was the growing sense among the British population that Brussels and membership of the European Union did not have the relevance for the day-to-day existence. There is an element in the ICOM debate which is highlighting or implying that

ICOM itself is Paris based liberal intellectuals discussing a definition which is no day to day relevance for the operational reality of the numerous small museums on the ground.

Ireland is very small and ICOM Ireland's membership is very small as well, we have something like 50 or 60 members; the Irish Museums Association is much bigger. Of those 60 members, as I think was mentioned by my Dutch colleague, most members in Ireland are members for travelling abroad and for getting free museum entrances, because most of the Irish museums are free. We have to accept the fact, tasteless as it is, that membership of ICOM internationally is very much determined on free entries.

We have presented ourselves with a complex definition and yet, we all know in this room that museums have existed certainly in Western culture since the Middle or Late Renaissance. If as a profession and as an organization five hundred years into existence, we cannot define ourselves, it is very hard for government officials, which provide funding to take us seriously. If ICOM cannot define itself in a taxi ride between this museum and guardhouse toilets, it is impossible to be a definition. We are not the only one organization in the world confronting changes: universities are confronting changes, governments are confronting changes, the published media, general press and newspapers are confronting changes, libraries, even more than us, are confronting changes. We talk about the digital world; most museums still have tangible objects and we have museums of tangible objects. Libraries by their very nature are more challenged by the digital world that we are. I am certain that if someone gets out of this building and talks in a taxi that they work in a library, the taxi driver would have an idea of what they're on about. If we have a definition that is so everything and so all-over the place, no taxi driver is going to pay us attention.

I agree with what my colleagues said earlier that this definition would be presented with a mission statement, it is a strategic plan, it is not a definition. No one in Ireland, no one in our board, no one that we consulted would disagree with any inspiration of what we are presented with. We all believe in democracy, we all believe in accommodating spaces, we all believe in inclusivity and we agree all heartedly for all the aspiration presented to us. But we cannot agree with, however, that it is a definition.

One thing is missing from the definition, there is no reference to veganism. The definition is trying to tackle so many issues political, cultural and otherwise, that it is ceased to be of any use. I would concur with my colleagues from Luxembourg and say that the political nature of that definition is presented rather than engaging people who actually alienate people. There are elements in it like democratisation which you and I agree with, but that will not go down

very well with an authoritarian regime. How can a government office support an organisation that is pushing democracy if your system is itself anti-democratic? So, I would urge reflection, I would urge that we retain some core principles “not for profit”. In my country, this is hugely important because government officials think that museums should be like the Guinness Storehouse in Dublin, which is the most visited attraction in Dublin. The visitor’s attraction makes loads and loads of money; the government thinks that is what museums should be. So, we have to keep “Not for profit” in there somewhere and we have to distinguish clearly of definition and strategic plan and mission statement.

Vous connaissez sans doute l’expression ‘*How a camel is a horse designed by a committee*’, « Comment un chameau est un cheval dessiné par une commission ». Le débat sur la définition met l’ICOM face à l’un de ces conflits, la confrontant en tant qu’institution, et confrontant l’ICOM et ses membres. Une raison noble pour le Royaume-Uni et le débat sur le Brexit et l’une des causes du départ de l’Union européenne a été le sentiment croissant parmi la population britannique, que Bruxelles et l’appartenance à l’Union européenne n’avaient pas de pertinence pour l’existence quotidienne. Dans cet actuel débat à l’ICOM, il y a un élément qui met en évidence que l’ICOM lui-même est représenté par des intellectuels libéraux basés à Paris qui discutent d’une définition qui n’est pas pertinente au jour le jour pour la réalité opérationnelle de nombreux petits musées sur le terrain.

L’Irlande est très petite et l’adhésion d’ICOM Irlande l’est également, nous avons environ 50 ou 60 membres ; l’Association des musées irlandais est beaucoup plus grande. Sur ces 60 membres, comme je pense que mon collègue néerlandais l’a mentionné, la plupart sont membres pour voyager à l’étranger et pour obtenir des entrées gratuites dans les musées, car la plupart des musées irlandais sont gratuits. Nous devons accepter le fait, aussi insipide soit-il, que l’adhésion à l’ICOM au niveau international est déterminée par les entrées gratuites promises par la carte ICOM.

Nous nous sommes présentés avec une définition complexe et pourtant, nous savons tous dans cette salle que les musées ont certainement existé dans la culture occidentale depuis la Renaissance moyenne ou tardive. Si en tant que profession et en tant qu’organisation ayant cinq cents ans d’existence, nous ne pouvons pas nous définir, il est très difficile pour les fonctionnaires du gouvernement qui fournissent des fonds de nous prendre au sérieux. Si l’ICOM ne peut pas se définir dans un trajet en taxi entre ce musée et les toilettes du corps

de garde, il est impossible d'être une définition. Nous ne sommes pas la seule organisation au monde à faire face aux changements : les universités font face aux changements, les gouvernements font face aux changements, les médias publiés, la presse générale et les journaux font face aux changements, les bibliothèques, plus encore que nous, font face aux changements. Nous parlons du monde numérique ; la plupart des musées ont encore des objets tangibles et nous avons des musées d'objets tangibles. Par leur nature même, les bibliothèques sont davantage confrontées au monde numérique que nous le sommes. Je suis certain que si quelqu'un sort de ce lieu et explique à un taxi qu'il travaille dans une bibliothèque, le chauffeur de taxi aurait une idée de ce qu'il fait. Si nous avons une définition si confuse et allant en toute direction, aucun chauffeur de taxi ne va nous prêter attention.

Je suis d'accord avec ce que mes collègues ont dit plus tôt, que cette définition représente un énoncé de mission, c'est un plan stratégique, ce n'est pas une définition. Personne en Irlande, personne dans notre conseil d'administration, personne que nous avons consulté ne serait en désaccord avec l'inspiration de ce qui nous est présenté. Nous croyons tous à la démocratie, nous croyons tous à l'arrangement des espaces, nous croyons tous à l'inclusivité et nous sommes tous d'accord pour toutes les aspirations qui nous sont présentées. Mais nous ne pouvons cependant pas convenir qu'il s'agit d'une définition.

Une chose manque dans la définition, il n'y a aucune référence au véganisme. La définition essaie d'aborder tant de questions politiques, culturelles et autres, qu'elle n'est plus d'aucune utilité. Je suis d'accord avec mes collègues luxembourgeois, la nature politique de cette définition est mise en avant plutôt que d'engager ceux qui aliènent réellement les peuples. Il y a des éléments comme la démocratisation avec lesquels vous et moi sommes d'accord, mais cela ne serait pas très bien accueilli par un régime autoritaire. Comment un bureau gouvernemental peut-il soutenir une organisation qui fait la promotion de la démocratie si son système est lui-même anti-démocratique ? Donc, j'exhorte à la réflexion, j'exhorte à ce que nous conservions certains principes fondamentaux comme la notion de « sans but lucratif ». Dans mon pays, cela est extrêmement important car les responsables gouvernementaux pensent que les musées devraient être comme le *Guinness Storehouse* de Dublin, qui est l'attraction la plus visitée de la ville. Elle gagne en effet de grandes quantités d'argent, le gouvernement pense que c'est sur ce modèle que devraient se baser les musées. Donc, nous devons garder « sans but lucratif » dans la définition et nous devons distinguer clairement la définition et le plan stratégique et de l'énoncé de mission.

➤ **ICOM Equateur – Texte de Juan Carlos Fernandez Catalan, président,
lu par Teresa Reyes i Bellmunt (présidente d'ICOM Espagne)**

Recevez tout d'abord un salut cordial de la part d'ICOM Equateur. Sur la base des conversations précédentes, je voudrais transmettre une collaboration sur la nouvelle définition du musée qu'ICOM International propose de reformuler.

Rappelons d'abord cette proposition issue du travail du MDPP :

« Les musées sont des lieux de démocratisation inclusifs et polyphoniques, dédiés au dialogue critique sur les passés et les futurs. Reconnaisant et abordant les conflits et les défis du présent, ils sont les dépositaires d'artefacts et de spécimens pour la société. Ils sauvegardent des mémoires diverses pour les générations futures et garantissent l'égalité des droits et l'égalité d'accès au patrimoine pour tous les peuples.

Les musées n'ont pas de but lucratif. Ils sont participatifs et transparents, et travaillent en collaboration active avec et pour diverses communautés afin de collecter, préserver, étudier, interpréter, exposer, et améliorer les compréhensions du monde, dans le but de contribuer à la dignité humaine et à la justice sociale, à l'égalité mondiale et au bien-être planétaire. »

Comme nous le savons tous, la décision d'adopter une nouvelle définition a été reportée à la réunion annuelle de l'ICOM en juin 2020 à Paris.

Notre proposition serait d'intégrer à cette définition les notions d'égalité, d'environnement, de responsabilité sociale et d'objectifs humanitaires et sociaux. Elle doit également selon nous inclure les acteurs, c'est-à-dire les muséologues ou les responsables de musées, les êtres humains qui sont à la source de l'interaction entre l'objet et le visiteur, pour souligner que le musée, éminemment pédagogique, remplit sa mission en atteignant la population qui le visite et se nourrit de la connaissance des collections.

D'autres aspects peuvent également trouver leur place dans la définition, comme :

- la conservation des collections permanentes d'objets ayant une valeur ou un intérêt particulier, matériel ou immatériel
- la notion de service public : communication, transmission de la mémoire et construction d'une identité propre, appropriation du contenu (le musée comme miroir). Cela implique d'accorder de l'importance au langage, au discours autour de l'objet ou de l'espace, ainsi qu'à donner voix au public.
- l'éducation non formelle et alternative
- l'étude, la recherche

- l'expérimentation, ouverture aux artistes et au public (qui créent les espaces du musée)
- le plaisir intellectuel, la réflexion (transgression, générer des débats), la contemplation, l'inspiration, l'évasion de la réalité, de la vie quotidienne.
- la valorisation du musée comme espace social, un espace de rencontre
- le musée ouvre ses portes, quitte son espace confiné, ouvre au public (on abandonne la notion de "White cube").

En espérant avoir collaboré modestement à l'important travail en cours, je vous dis au revoir et souhaite le plus grand succès à cette journée.

➤ **ICOM Espagne – Teresa Reyes i Bellmunt, présidente**

ICOM Spain has currently 1 289 members, 1 006 are individuals (78%), 283 are institutions (22%). ICOM Spain did not create working groups, but spontaneous comments have been generated from the members, especially expressed in internal meetings or workshops. Comments have also been generated on social networks.

We would like to highlight that for most members, it is a declaration of principles rather than a definition in itself. A definition must be more concrete and concise. If further clarifications are considered necessary, these should be included in an annexe or explanatory development. A definition should only sufficiently describe what is defined but should not describe anything else than that. There is a certain vagueness when defining what a museum should be. The proposal, as it is written, could define almost any type of cultural or civic equipment, from a library to a theatre or exhibition hall of a cultural centre. Not all institutions that explain and interpret heritage are or should be considered museums. The search for political correctness may be detrimental to its universality compromising its normative power and legal utility. Aspects that have facilitated their inclusion, with variations, in the heritage and museum legislation of many countries and regions.

We think that museums must be conceived by and for the society. The new definition has to include and need to achieve a better interaction with the society. The definition should focus on the relationship between the museum and its immediate context. It is essential that any museum, regardless of its size and location, takes root in its community. Relevant concepts have disappeared, such as "educator", "playful", "open to the public" and "permanent institution" that should not be lost.

Finally, we suggest the need to work in a broader and more representative way, to reach a consensus museum definition that satisfies the majority of the groups involved. All this before putting it to a vote. The last road map provides little time for the Committees to raise and execute the consultation among their members. We propose to extend the period for collecting and managing the survey. Perhaps it would be convenient, to everything proposed in the roadmap, to add an international congress with the participation and representation of all the Committees, to finish agreeing on concepts and delimiting definitions. This could be done once the MDPP2 has compiled and synthesized the contributions of the Committees. We are aware that this would surely delay the vote on the new proposal scheduled for July 2021, although we believe that the margin year for its implementation can be used to finish closing the new definition and that this is voted on at the next Extraordinary General Conference scheduled for a year later. It is very important to reach a consensus among us.

ICOM Espagne compte actuellement 1 289 membres, dont 1 006 individuels (78%), et 283 institutionnels (22%). Le comité n'a pas créé de groupes de travail, mais les membres ont exprimé leurs commentaires de manière spontanée, notamment lors de réunions ou d'ateliers internes et même sur les réseaux sociaux.

Il est à souligner que pour la plupart des membres, cette proposition de définition relève plus d'une déclaration de principes que d'une définition en soi. Une définition doit être plus concrète et concise et si des éclaircissements complémentaires semblent nécessaires, ils devraient être inclus dans une annexe ou un développement explicatif. Une définition se doit seulement de décrire suffisamment ce qui est défini. Il y a ici un certain flou dans la définition de ce qu'un musée doit être. Telle qu'elle est rédigée, cette proposition pourrait définir presque tout type de lieu culturel ou civique, à l'instar d'une bibliothèque, d'un théâtre, ou encore de la salle d'exposition d'un centre culturel. Toutes les institutions expliquant et interprétant le patrimoine ne sont pas et ne devraient pas être considérées comme des musées. La recherche du politiquement correct peut être préjudiciable à son universalité compromettant son pouvoir normatif et son utilité juridique. Ce sont pourtant des aspects qui ont facilité l'inclusion, avec des variations, de la définition ICOM dans la législation sur le patrimoine et les musées de nombreux Etats.

Nous pensons que les musées doivent être conçus par et pour la société. La nouvelle définition doit inclure la société et permettre une meilleure interaction avec cette dernière.

Elle devrait se concentrer sur la relation entre le musée et son environnement immédiat. Il est essentiel que tout musée, quelque en soit sa taille et son emplacement, s'implante dans sa communauté. Des concepts pertinents ont disparu alors qu'ils ne devraient pas être perdus, tels que « éducateur », « ludique », « ouvert au public » et « institution permanente ». Enfin, il nous semble important de suggérer la nécessité de travailler de manière plus large et plus représentative, pour parvenir à une définition consensuelle qui satisfasse la majorité des groupes impliqués. Et cela avant même que l'on procède au vote. La dernière feuille de route laisse peu de temps aux Comités pour consulter leurs membres. Nous proposons ainsi d'étendre la période de collecte et de gestion de l'enquête. Il conviendrait peut-être, en sus de ce qui est proposé dans la feuille de route, d'ajouter un congrès international avec une représentation de tous les comités. Cela permettrait de terminer les échanges et les débats sur les concepts et de délimiter la définition. Cela pourrait être fait une fois que le MDPP2 aura compilé et synthétisé les contributions des comités. Nous sommes conscients que cela retarderait sûrement le vote sur la nouvelle proposition prévue pour juillet 2021, même si nous pensons que l'année de marge pour sa mise en œuvre peut être utilisée pour terminer la clôture de la nouvelle définition et que celle-ci sera votée à la prochaine conférence générale extraordinaire prévue un an plus tard. Il est en effet très important de parvenir à un consensus entre nous.

➤ **DEM HIST – Texte de Remko Jansonius, secrétaire, présenté par Florence Le Corre**

DEM HIST est le comité international pour les demeures et maisons historiques. Il a envoyé un questionnaire à ses membres en février-mars 2020. Cette enquête est composée de quatre questions. Premièrement, quels sont les points forts de la définition actuelle. Deuxièmement, quels sont les éléments qui pourraient être améliorés dans la définition actuelle. Troisièmement, quels sont les trois mots clés pour définir le musée. Enfin, chaque membre est invité à donner sa propre définition du musée. Le comité est en attente des réponses qu'il fera parvenir pour alimenter le débat.

➤ **ICOM Autriche – Texte de Bettina Leidl, présidente, présenté par Laure Ménétrier**

ICOM Autriche est l'un des plus importants comités nationaux, avec plus de 2 500 membres. Les actions principales menées au sein d'ICOM Autriche ont pour objectif la protection du patrimoine culturel, la lutte contre le trafic de biens culturels et la promotion de mesures de développement durable contre le changement climatique.

À la suite de discussions menées au sein du comité sur la question de la nouvelle définition du musée, ICOM Autriche regrette l'absence des mots clés : « institution permanente », « collections », « recherche », « éducation », « patrimoine matériel et immatériel ». Le comité regrette de plus que la proposition de nouvelle définition s'apparente à un énoncé de missions. Il soutient l'importance du rôle social des musées, et notamment son importance pour la protection du climat. Enfin, ICOM Autriche souhaite que la nouvelle définition soit approuvée par une très large majorité des membres de l'ICOM et qu'elle soit élaborée de manière transparente, dans un processus partagé par tous et dans un esprit constructif.

➤ **CIMCIM – Frank Bär, président**

CIMCIM is ICOM's International Committee of Museums and Collections of Instruments and Music. It has about 250 members representing about 120 collections on all continents and was founded in 1960 in Paris.

From the CIMCIM membership, there were few spontaneous feedbacks on the new museum definition text, and they were not positive. The subject has been put on the agenda in the president's end-of-the-year message in 2019. Due to restricted resources, no dedicated meetings have taken place so far. Instead, the board has decided on a structured survey.

The starting point is the impression that the new museum definition, as based on the Unesco sustainability principles of 2015, contains a lot of well-intentioned elements that describe current situations on one hand, and on the other hand situations to be strived after in the future. This sounds like a mixture of a definition and a mission statement. If you accept the entire text as a definition, you can make a simple check for your institution to know if it is a museum or not – and here exactly may lie the big danger for ICOM as an organization.

So, what we as CIMCIM were trying as a method is first tentatively accepting all notions in the text as well-intended and legitimate. Secondly, we are trying to distinguish between elements for a definition and elements for a mission statement. For this, we ran an online survey from 12th to 25th February this year. As other committees before us, we have split the text in distinct notions. The participants could choose the notion is a definition or a mission statement, or if it is not possible to attribute to one or the other, or, finally, if the notion is unclear. For around 200 E-mail addresses based on the IRIS database and that worked out, we had 40 answers, which is a turnout of 20%, and which for CIMCIM is a quite common participation in this kind of surveys.

Here, you see the different notions according to some kind of hypothetical majorities, divided in outright majorities, where a notion gets more than 50% and relative majorities where a notion gets the most voices amongst all the four choices.

With this, we can compose a hypothetical definition text and a hypothetical mission statement text. For the sake of time, I will do this in the more encompassing versions of a so-to-say relative majority. I have to stress the fact that what I will show you is not an official or unofficial proposal by CIMCIM for a new museum definition text. It is thought as an idea of how to think further.

“Museums are spaces for critical dialogue about the pasts and the futures. They hold artefacts and specimens in trust for society and safeguard diverse memories for future generations. Museums are not for profit. They collect, preserve, research, interpret and exhibit understandings of the world.”

This reminds much of the current museum definition, but things have been added and changed. Remember: A museum definition says what is a museum and what is not.

If we apply the same procedure to a possible mission statement text, then we get this:

“Museums are democratizing and inclusive spaces for critical dialogue about the pasts and the futures. Acknowledging and addressing the conflicts and challenges of the present, they guarantee equal rights and equal access to heritage for all people. Museums are participatory and transparent, and work in active partnership with and for diverse communities.”

Remember: A museum mission statement is much about what museums should strive after, and only for a part about what they currently are. It is not the same thing as a definition.

Here, I have to admit that in composing the survey, I have missed out the notion of “enhancing understandings of the world”. Apologies for this.

Two elements didn't make it into these hypothetical texts; the notion of "polyphonic spaces" was the only one that got a simple majority vote for being unclear. I was not really surprised to learn this, as "polyphony" and "polyphonic" possess quite well defined and almost sacred meanings for musicologists and musicians, and obviously for them, it is not evident to apply this term to museums.

Finally, the statement that museums are "... aiming to contribute to human dignity and social justice, global equality and planetary wellbeing" is, in my opinion, already formulated as a mission, not a definition. So, here the question was: "Do you think that museums are able to contribute to these goals?" A great majority said "yes", few said "no", and a good number of participants wrote thoughts about it.

I didn't have the time yet to review and structure these comments. The same is true of the 28 in part very detailed free comments on the new museum definition text, and we don't have the time to do this here and now. They will serve as a resource for further thinking. A more comprehensive report will be published in the CIMCIM Bulletin in autumn this year.

Let me finish with a thought about a possible procedure as it has been agreed as a recommendation by CIMCIM's board. First, we have to acknowledge all the work that has been done by MDPP and all those who have initially contributed to bringing forward the new definition draft. Secondly, we have to analyse which portions of the text are apt for a definition and which portions would be better situated in a mission statement. Thirdly, we have to continue the discussion on this base, coming diligently to a (new) definition properly spoken, and discuss within ICOM about its further goals and its mission.

CIMCIM est le Comité international ICOM des musées et collections d'instruments et de musique. Il compte environ 250 membres représentant environ 120 collections sur tous les continents et a été fondée en 1960 à Paris.

Il y a eu peu de retours spontanés des membres de CIMCIM sur la proposition de nouvelle définition du musée, et ces quelques retours n'étaient pas positifs. Le sujet a été mis à l'ordre du jour dans le message de fin d'année du président en 2019. En raison de ressources limitées, aucune réunion spécifique n'a eu lieu jusqu'à présent. A la place, le conseil d'administration a décidé de lancer une enquête structurée.

Le point de départ est l'impression que la nouvelle définition du musée, telle que basée sur les principes de durabilité de l'Unesco de 2015, contient beaucoup d'éléments bien

intentionnés qui décrivent les situations actuelles d'une part, et d'autre part les situations à rechercher dans le futur. Cela ressemble à un mélange de définition et d'énoncé de mission. Si vous acceptez l'intégralité du texte comme définition, vous pouvez vérifier si votre institution est un musée ou non, et c'est là que peut se situer exactement le grand danger pour l'ICOM en tant qu'organisation. Ainsi, nous essayons premièrement méthodologiquement d'accepter provisoirement toutes les notions du texte comme bien intentionnées et légitimes. Deuxièmement, nous essayons de faire la distinction entre les éléments d'une définition et les éléments d'un énoncé de mission. Pour cela, nous avons réalisé une enquête en ligne du 12 au 25 février dernier. Comme d'autres commissions avant nous, nous avons divisé le texte en notions distinctes. Les participants pouvaient déterminer qu'une des notions est une définition ou un énoncé de mission, ou ne rien lui attribuer, ou enfin estimer qu'elle n'est pas suffisamment claire. Pour 200 enquêtes envoyées à nos membres, à partir de la base de données IRIS, nous avons obtenu 40 réponses, soit un taux de participation de 20%, ce qui est une participation courante pour ce type d'enquête à CIMCIM.

Ici, vous voyez les différentes notions selon un calcul de majorités hypothétiques, divisées en majorité absolue, où une notion obtient plus de 50% et en majorité relative où une notion obtient le plus de voix parmi les quatre choix. Avec cela, nous pouvons composer un texte de définition hypothétique et un texte d'énoncé de mission hypothétique. Pour gagner du temps, je le ferai dans les versions plus globales d'une majorité relative. Je dois souligner que ce que je vais vous montrer n'est pas une proposition officielle ou officieuse de la CIMCIM pour un nouveau texte de définition du musée. Il s'agit d'une manière d'alimenter la réflexion globale.

« Les musées sont des lieux de dialogue critique sur le passé et l'avenir. Ils sont dépositaires des objets et des spécimens pour la société et sauvegardent des mémoires diverses pour les générations futures. Les musées n'ont pas de but lucratif. Ils collectent, préservent, recherchent, interprètent et présentent les compréhensions du monde. »

Cette proposition rappelle beaucoup la définition actuelle mais des choses ont été ajoutées et modifiées. Il ne faut pas omettre qu'une définition de musée dit ce qu'est un musée et ce qui ne l'est pas.

Si nous appliquons la même procédure à un éventuel texte d'énoncé de mission, nous obtenons ceci :

« Les musées sont des lieux démocratiques et inclusifs, dédiés au dialogue critique sur le passé et l'avenir. Reconnaisant et abordant les conflits et les défis du présent, ils garantissent l'égalité des droits et l'égalité d'accès au patrimoine pour tous les peuples. Les musées sont participatifs et transparents et travaillent en collaboration active avec et pour diverses communautés. »

Il faut bien noter qu'une déclaration de mission se rapporte plus à ce vers quoi un musée devrait tendre, qu'à ce qu'il n'est actuellement. Ce n'est donc pas une définition.

Deux éléments ne sont pas entrés dans ces textes hypothétiques. Tout d'abord, la notion de lieux « polyphoniques » était la seule à avoir obtenu un vote à la majorité simple pour son manque de clarté. Je n'ai pas été vraiment surpris d'apprendre cela, car « polyphonie » et « polyphonique » ont des significations assez bien définies et presque sacrées pour les musicologues et les musiciens, et évidemment pour eux, il n'est pas évident d'appliquer ce terme aux musées.

Enfin, l'affirmation selon laquelle les musées « ... dans le but de contribuer à la dignité humaine et à la justice sociale, à l'égalité mondiale et au bien-être planétaire » est, à mon avis, déjà formulée comme une mission et non comme une définition. Nous avons demandé aux sondés si, selon eux, 'les musées peuvent contribuer à ces objectifs', pour une large majorité, la réponse est oui. Beaucoup de commentaires ont été laissés sur cette question, il nous faut encore les structurer pour en faire un bilan. Ils serviront de ressource pour approfondir la réflexion. Un rapport plus complet sera publié dans le Bulletin CIMCIM à l'automne de cette année.

Pour conclure, je vous fais part de notre réflexion sur une éventuelle procédure approuvée comme recommandation par le conseil d'administration du CIMCIM. Tout d'abord, nous devons reconnaître tout le travail accompli par le MDPP et tous ceux qui ont initialement contribué à faire avancer le nouveau projet de définition. Deuxièmement, nous devons analyser quelles parties du texte sont aptes à une définition et quelles parties seraient mieux situées dans un énoncé de mission. Troisièmement, nous devons poursuivre la discussion sur cette base, en arrivant avec diligence à une (nouvelle) définition à proprement parler et discuter au sein de l'ICOM de ses prochains objectifs et de sa mission future.

➤ **ICOM Lettonie – Texte de Juris Ciganovs, président, présenté par Florence Le Corre**

ICOM Lettonie a organisé son assemblée générale en janvier 2020 où a été tenue une discussion sur la nouvelle définition du musée. Le comité considère que la définition doit permettre de distinguer les musées des autres institutions culturelles. ICOM Lettonie estime de plus que tous les éléments supplémentaires qui ont été proposés dans la nouvelle définition et qui complètent la définition actuelle sont des valeurs. Ces dernières devraient donc apparaître dans le code de déontologie. Les termes qui doivent être maintenus dans la définition selon ICOM Lettonie sont : « le musée est une institution permanente », « développement durable », « à but non-lucratif », « au service de la société », « missions orientées socialement », « musée ouvert au public et accessible à tous » et « éducation et délectation ».

➤ **ICOM Turquie – Texte de Meliha Yaylali, membre d'ICOM Turquie, lu par Burçak Madran, membre d'ICOM Turquie**

National Committee of Turkey was founded in 1956 with a code declared by Turkish Council of Ministers which was based on the Unesco convention. The official code of ICOM Turkey inured in 1970. ICOM Turkey depends on the government and the Ministry of Culture. By 2020, ICOM Turkey has 290 active members.

Our country contributed to ICOM's "revision of the museum description" with a workshop organised by ICOM Turkey, in Avanos, Nevşehir, on April 20, 2018. The workshop was organised to evaluate the actuality of the museology in Turkey from the beginning to present and also to prepare an exhaustive report on "museum definition" to be presented to ICOM. The 50 participants of the workshop were members of ICOM Turkey, representatives of private museums, professionals and executives of the Museums administrated by the General Direction of Cultural Heritage and Museums, the representatives of museum studies departments of universities and museum related NGO's. The report of this workshop is published in Turkish and in English versions and sent to ICOM.

Recently, ICOM Turkey organised a second meeting on the new alternative definition of museum announced by ICOM in Ankara, last February. During this last meeting, a group of

25 participants from ICOM Turkey Administrative Board, representatives of state and private museums, of universities and NGO's evaluated the new museum definition and prepared a primary report to be sent to ICOM. In the meeting of February 6th, the new museum definition proposed by ICOM Executive Board was examined. The keywords, the concepts and the functions that should take place in a museum definition were evaluated. The questions as "What is a Museum?", "What is its function?", "For whom it exists?" were discussed. For now, Turkey contributed to the revision of the new museum definition with these two meetings. The opinions of Turkey, after last meeting can be summarized as follows: The new definition text is too long. The new definition is not clear, some expressions such as "polyphonic, critical dialogue, conflicts..." are uncertain. There are political expressions. The new definition does not define a museum. It does not emphasize the relation of a museum with tangible and intangible heritage which makes it distinctive from other cultural institutions. The new museum definition does not include the fundamental terms and concepts such as: education, training, intangible heritage, restoration and conservation which must take place in a museum definition. ICOM Turkey determines a series of key words which are proposed for being included in a new museum definition.

As a result, the new museum definition should be one that will be accepted by the integrity of the international community, that the majority of the member countries agree on, free from political expressions and that the sensitivity of countries is also taken into account. In the new definition, fundamental concepts that emphasize the distinctive features of museums from other cultural institutions should be included. The work launched by ICOM for the new definition of museum should be carried out in a transparent, participatory and democratic way and should be open to the knowledge, approval and contribution of all member states. Countries participating in the process of the new definition must absolutely be informed about the process and developments.

Le Comité national de Turquie a été fondé en 1956 par une déclaration du conseil des ministres turc, basée sur la convention de l'Unesco. Le code officiel d'ICOM Turquie est entré en vigueur en 1970. ICOM Turquie dépend du gouvernement et du ministère de la Culture. En 2020, ICOM Turquie compte 290 membres actifs.

Notre pays a contribué à la « *revision of the museum description* » de l'ICOM avec un atelier organisé par ICOM Turquie, à Avanos, Nevşehir, le 20 avril 2018. L'atelier a été organisé

pour évaluer la muséologie actuelle en Turquie, de ses débuts à aujourd'hui et pour préparer également un rapport exhaustif sur la « définition du musée » à présenter à ICOM. Les 50 participants à l'atelier étaient des membres d'ICOM Turquie, des représentants de musées privés, des professionnels et des cadres des musées administrés par la Direction générale du patrimoine culturel et des musées, des représentants des départements d'études muséales des universités et des ONG liées aux musées. Le rapport de cet atelier est publié en turc et en anglais et envoyé à ICOM.

Récemment, ICOM Turquie a organisé une deuxième réunion sur la nouvelle définition alternative du musée annoncée par ICOM à Ankara, en février dernier. Au cours de cette dernière réunion, un groupe de 25 participants du conseil d'administration d'ICOM Turquie, des représentants des musées publics et privés, des universités et des ONG ont évalué la nouvelle définition du musée et préparé un rapport principal à envoyer à ICOM. La réunion du 6 février a permis d'examiner la nouvelle définition de musée proposée par le conseil exécutif de l'ICOM et de définir les mots clés, les concepts et les fonctions qui devraient se trouver dans cette définition. On a notamment discuté des questions « Qu'est-ce qu'un musée ? », « Quelle est sa fonction ? », « Pour qui il existe ? ». Pour l'instant, la Turquie a contribué à la révision de la nouvelle définition du musée avec ces deux rencontres.

ICOM Turquie juge que le nouveau texte de définition est trop long. La nouvelle définition n'est pas claire, certaines expressions telles que « polyphonique, dialogue critique, conflits... » sont incertaines. De plus, des expressions sont ouvertement politiques. La nouvelle définition ne définit pas un musée. Il ne met pas l'accent sur la relation d'un musée avec le patrimoine matériel et immatériel qui le distingue des autres institutions culturelles. La nouvelle définition de musée n'inclut pas les termes et concepts fondamentaux tels que « éducation », « formation », « patrimoine immatériel », « restauration et conservation » qui doivent se trouver dans une définition de musée. ICOM Turquie détermine une série de mots clés qu'il est proposé d'inclure dans une nouvelle définition de musée. En conclusion, nous estimons que la nouvelle définition du musée doit être acceptée par l'intégrité de la communauté internationale, avec l'accord de la majorité des pays membres. Elle doit se libérer d'expression politique pour prendre en compte la sensibilité de chaque pays. Il semble important d'y inclure des concepts fondamentaux distinguant le musée de tout autre institution culturelle. Les travaux lancés par ICOM pour la nouvelle définition du musée devraient être de plus menés de manière transparente, participative, démocratique et ils devraient être ouverts à la connaissance, à l'approbation et à la contribution de tous les

États membres. Les pays participant au processus de la nouvelle définition doivent absolument être informés du processus et des développements.

➤ **ICMAH – Burçak Madran, présidente**

ICMAH, le Comité International pour les Musées et Collections d'Archéologie et d'Histoire est créé en 1948 par Georges-Henri Rivière et c'est un des plus anciens Comités, probablement un des plus inclusifs du monde muséal. Actuellement ICMAH compte 1 670 membres individuels et 111 membres institutionnels provenant de 94 pays.

L'ICMAH n'a pas agi à proprement parler dans le cadre du processus du MDPP mais depuis l'annonce d'une nouvelle définition du musée nous avons reçu des retours spontanés de nos membres, en particulier au cours de la conférence de Kyoto. Nous avons récemment fait circuler une enquête en ligne pour collecter les retours plus précis de nos membres, pour pouvoir produire une analyse à retourner à ICOM, mais nous n'avons pas encore reçu toutes les réponses.

L'approche d'ICMAH vis-à-vis de la nouvelle définition des musées consiste en deux directions. D'abord, il est question de la méthode d'élaboration. En premier lieu, il a été noté que le processus était parfaitement transparent avec la circulation des propositions sur internet. Cependant, le délai entre l'annonce de la nouvelle définition issue de ces recommandations et le délai nécessaire à son approbation était trop court. Deuxièmement, nous croyons fermement qu'une méthodologie participative aurait dû relever les termes et les concepts les plus fréquemment utilisés parmi les 269 propositions de définitions. Une synthèse aurait alors été faite en ligne avec des taux et pourcentages. Il aurait été préférable que cette forme d'analyse soit clairement démontrée par le MDPP pour justifier le choix des termes afin de ne laisser aucun doute sur la nouvelle définition. A la lumière du travail rapide et néanmoins efficace réalisé à Kyoto par ICOM France, ICOM Europe et divers Comités Nationaux et Internationaux, il est apparu que le nombre de termes qui suscitaient discussions et interrogations était loin de justifier leur usage dans la nouvelle définition du musée.

Ensuite, pour les termes et concepts, nous considérons que le monde requiert de plus en plus de réflexions humanitaires et environnementales afin de sauver notre futur. Mais est-ce là les termes qui définissent ouvertement les musées ? Ce sont des mandats absolument

indispensables non seulement pour des musées, mais aussi pour toutes les institutions, ONG, gouvernements, groupes, associations qui sont, à leur manière, au service des sociétés. Nous voulons souligner que notre principal domaine d'intérêt, notre mission est de définir ce qu'est un musée. A ce stade, nous avons une autre préoccupation : celle d'accepter ou non certains concepts proposés qui incluent directement ou indirectement des significations très politiques qui peuvent soulever des problématiques dans certaines régions du monde. Une telle définition du musée ne pourrait probablement pas être appliquée dans une série de pays. Je viens de Turquie et nous y avons beaucoup discuté de la « polyphonie ». Il y a cinq ans, j'avais ouvert un musée très « polyphonique », où il y avait Turcs, Arméniens, Kurdes, Grecs en même temps. Trois mois après, ce musée a été fermé. Il est donc très difficile de prononcer ce terme « polyphonie », aussi bien dans certaines régions du monde que dans certaines circonstances. Ces termes politiques doivent être exclus, tant pour la législation que pour notre pouvoir de professionnels des musées. Enfin, une définition du musée devrait être plus courte et ciblée. Elle devrait s'adresser à tous, bien sûr, mais aussi aux autorités en charge des musées. Elle devrait être non politique, valorisante et faire la promotion des fonctions et des professions de musées. Enfin, cette nouvelle définition devrait inclure les termes de l'actuelle définition et des nouveaux termes de la muséologie et laisser en préférence toutes ces missions à un nouveau code de la déontologie pour ICOM.

➤ **CIDOC – Texte de Monika Hagerdorn-Saupe, présidente, présenté Florence Le Corre**

CIDOC est le comité international ICOM pour la documentation. Son conseil d'administration s'est réuni en février 2020 à Genève et a pu y discuter de la nouvelle définition du musée. La nouvelle définition pour le CIDOC comporte des éléments très positifs mais globalement, elle définit d'abord les missions des musées et non pas ce que sont les musées. Sa demande serait que l'on précise les objectifs de la nouvelle définition et que l'on tienne compte du fait que les termes qui vont être retenus ont une valeur juridique dans certains pays. Il faut donc travailler cette définition à la lumière de ce point juridique. La définition doit être courte et doit également permettre de distinguer les musées des autres lieux culturels.

➤ **ICOM France – Juliette Raoul-Duval, présidente**

ICOM France compte 5 500 membres, dont 400 institutions. C'est l'un des plus importants comités nationaux de l'ICOM. Il contribue au budget de l'organisation internationale à hauteur de 550 000 € par an. Les membres proviennent de tous les métiers des musées. Le nombre de membres est en augmentation régulière. Les demandes d'adhésion de nouveaux membres sont examinées par une commission *ad hoc*, qui statue en fonction de critères professionnels. Nous avons une interprétation rigoureuse de la qualité de professionnel de musée.

ICOM France a un conseil d'administration, qui se réunit 5 fois par an et est composé de trente membres. 14 d'entre eux sont membres de droit, représentant des institutions muséales et les autres associations professionnelles du champ muséal. 16 membres sont élus par l'ensemble des membres. Les membres d'ICOM France sont étroitement associés à l'activité du comité, via le site internet et les réseaux sociaux, l'organisation de nombreux débats publics sur les questions les plus actuelles (évolution de la profession, métiers des musées, restitutions, risques...).

J'en viens à la position du comité national français sur la « nouvelle définition du musée ». Le comité national a été signataire de l'invitation à reporter le vote de Kyoto sur la définition du musée. Il considère en effet que la nouvelle définition requiert du temps de réflexion et qu'un consensus doit se dégager sur une vision commune sur l'avenir des musées. Les principaux éléments qui font débat en France sont d'abord le langage, qui est très flou, la disparition des fondamentaux de la définition (« institution permanente », « collections », « plaisir », « éducation »), la précipitation du processus, l'absence de référence au code de déontologie, les éléments de politisation de la définition, le remaniement sous-jacent des critères d'adhésion. Il y a cependant des points d'accord et des points d'appui de consensus : nous partageons l'idée que les musées ont et auront un rôle social important à jouer. Nous partageons évidemment la notion d'inclusivité des musées. Mais il y a des divergences non réductibles : l'effacement du langage professionnel, l'opposition et la hiérarchisation entre collections et publics, la banalisation des missions des musées, les *a priori* politiques que l'on trouve en particulier dans le rapport du MDPP1 et la minoration de l'approche universaliste.

Nous pensons que la définition qui pourra être proposée au vote n'a pas fait consensus et que toute définition doit relever d'un consensus de tous les membres. La définition qui avait

été proposée au vote en septembre ne traduisait en aucune manière les remontées des membres synthétisées dans l'analyse qu'avait faite Emilie Girard des usages réglementaires de la définition à prendre en compte dans les 269 propositions de définition. Le comité national français considère que la définition du musée de l'ICOM est un outil qui doit être utilisé par tous les pays membres, cet usage réglementaire est à préserver. La définition de l'ICOM sert de référence mondiale, ce qui positionne l'ICOM comme une organisation majeure dans le monde, dont le code de déontologie est le socle. La définition du musée par l'ICOM est inséparable de son code de déontologie.

Je vais dire un mot de l'engagement non seulement des professionnels, mais également de l'ensemble de acteurs culturels et également de la presse en France au sujet de cette nouvelle définition du musée. Pendant l'assemblée générale de Kyoto, la délégation française a reçu de très nombreux messages de soutien de professionnels de musée et d'acteur culturels et de la presse nationale : institutions muséales, personnalités remarquables du champ culturel, fédérations professionnelles de musées, presse nationale, réseaux sociaux.

Depuis Kyoto, les principales associations professionnelles ont poursuivi leur réflexion. L'Association Française des conservateurs (AGCCPF) a voulu dès septembre s'emparer du sujet de la « redéfinition des musées » et a travaillé à partir de son « livre blanc » sur une définition « française » qui intègre l'inaliénabilité à laquelle la France est attachée. Cette initiative a été, entre autres, présentée lors d'une conférence de presse au SITEM le 29 janvier et dans un article paru dans le numéro 539 du 14-27 février du *Journal des Arts*. La presse nationale et spécialisée, papier et radio, s'est significativement impliquée dans le débat : 16 articles et émissions radios recensés par ICOM France. Les autres professionnels ont organisé ou participé à de nombreuses réunions publiques : FEMS, AGCCPF, FFCR... ICOM France a amplement poursuivi le dialogue avec ses partenaires et ses membres : lors de son assemblée générale à Paris en octobre, lors de ses trois séances de CA (septembre, octobre et janvier), sur son site et par la formation d'un groupe de travail *ad hoc* chargé de préparer la « journées des comités » du 10 mars. ICOM France a exprimé ses positions et les a ouvertes au débat tout au long du semestre : avec ICOM International, dans le cadre de 6 courriers adressés à la présidente entre juin 2019 et janvier 2020, et avec un ensemble d'acteurs culturels intéressés, avec lesquels nous avons eu 13 prises de position. ICOM France poursuivra les échanges entre professionnels avec un débat national le 29 avril prochain.

En conclusion, la France a une politique muséale ambitieuse et considère que le musée a une responsabilité pour transmettre la mémoire des arts, des sciences et des sociétés. Cette conception s'accompagne d'une exigence professionnelle, garante d'un discours scientifique rigoureux. ICOM est le lieu du partage de ces compétences. ICOM est le plus grand réseau mondial des professionnels des musées. Nous souhaitons qu'il conforte cette approche professionnelle.

➤ **ICOM Portugal – Texte de José Alberto Ribeiro, président, présenté Florence Le Corre**

ICOM Portugal a organisé en novembre 2019 une rencontre de 150 personnes qui ont réfléchi ensemble à la définition du musée, ainsi que des travaux en groupe qui ont fait suite. La conclusion est qu'il faut distinguer la définition d'une liste de missions et d'une vision. La définition proposée est considérée comme trop longue et elle doit concerner l'essence des musées. D'autre part, la définition du musée doit être pensée à partir de la définition actuelle et doit contenir les termes suivants : « institution permanente », « patrimoine immatériel et matériel », « éducation », « inclusivité », et « accessibilité », « participatif », « étude, plaisir et réflexion ».

➤ **ICOM Grèce – Texte de Teti Hadjinicolaou, présidente, présenté par Florence Le Corre**

ICOM Grèce a publié un article sur la définition du musée dans le bulletin d'information du comité national hellénique en décembre 2019 et a engagé des discussions lors de son assemblée générale en 2020. Les réponses à ses discussions ont été envoyées dans le cadre du questionnaire rédigé par ICOFOM. Par ailleurs, ICOM Grèce est en train de rédiger un questionnaire et les réponses sont attendues pour la fin du mois de mars. A partir des réponses à ce questionnaire, une table-ronde et un atelier auront lieu en avril 2020. Un article a été publié par le comité grec de l'ICOM dans *Museum International* (vol. 71, n°181-182, page 64) sur ce sujet.

La conclusion des débats est qu'il est nécessaire aujourd'hui de faire évoluer la définition, néanmoins, les fondements de la définition de 2007 sont à conserver. Un musée n'est un centre culturel, la définition doit être brève, la valeur juridique des termes employés doivent être pris en compte, la proposition d'une déclaration sur le rôle et les missions des musées du XXI^e siècle doit être faite à partir des recommandations de l'Unesco. Enfin, il ne faut oublier dans la définition le terme « éducation » et que cette définition concerne tous les types de patrimoine et donc de musée.

➤ **ICOM Azerbaïdjan – Texte de Rema Zeynalova, secrétaire, présenté par Florence Le Corre**

ICOM Azerbaïdjan a rédigé un questionnaire envoyé auprès des musées du pays, un CA extraordinaire a eu lieu et a pu discuter à partir des réponses envoyées au questionnaire. Les conclusions en sont qu'il faut conserver la définition actuelle avec quelques ajouts et qu'il ne faut pas oublier deux points : l'inclusivité et la sauvegarde de la mémoire des différentes communautés pour le futur.

➤ **AVICOM – Texte de Michael Faber, président, lu par Florence Le Corre**

AVICOM est le comité international pour l'audiovisuel, les nouvelles technologies et les réseaux sociaux. AVICOM propose une nouvelle définition qui doit aller dans le sens des déclarations de l'Unesco et qui doit contenir les termes suivants : « institution permanente », « gestion par des professionnels », « inclusivité », « développement durable », « à but non lucratif », « accessible à tous », et « un musée doit travailler avec le passé et pour le futur ».

➤ **ICOM Pologne – Texte de Jolanta Gumula, membre d'ICOM Pologne, lu par Florence Le Corre**

ICOM Pologne a organisé une conférence avec les directeurs des musées de la Pologne et a créé au cours de cette conférence un comité de réflexion de dix membres autour de la

définition du musée. D'autre part, une publication par le *National Institute Museum and Public Collections*, qui regroupe les réactions de quelques professionnels est en cours de rédaction. Les membres ont envoyé des réactions spontanées, beaucoup louaient l'idée de revoir la définition mais ils ont regretté le manque de débat, de participation, d'information sur le travail de refonte de la définition et ceci même avant le vote. Ils trouvent que la nouvelle définition n'est pas claire, mais ambiguë, discutable, trop longue et pas assez compréhensible. Elle recense des missions, elle n'est pas une définition. Il est également regretté que la place des collections ne soit pas mentionnée : 'Qu'est-ce qu'un musée sans collection ?' demande le comité polonais. Enfin, il ne faut pas oublier que le musée est une institution et il faut prendre en compte dans cette discussion les notions de dialogue critique et de démocratie.

➤ **COSTUME – Corinne Thepaut-Cabaset, présidente**

Le comité international pour les musées et les collections de costume, créé en 1962, regroupe actuellement plus de 400 membres, dont les deux tiers sont européens. Il est en constante augmentation, reflétant la création de nouveaux départements mode et costume au sein des musées et la diversité des métiers qui sont associés à ces objets.

COSTUME n'a pas pu débattre d'une éventuelle nouvelle définition du musée en septembre à Kyoto, car le courrier nous informant de ce débat est intervenu au cours de l'été ce qui ne nous a pas permis de porter cette discussion à l'ordre du jour, ni même de recueillir suffisamment d'avis faute d'éléments d'information sur ce projet. Nous pouvons dire que les membres présents à Kyoto étaient pour la plupart surpris par cette nouvelle et ont manifesté leur inquiétude. Mais surtout pas suffisamment informés pour prendre position pour ou contre, et ceci dans un délai si court.

Afin de pouvoir suivre ces débats de manière constructive, et y prendre part, le comité COSTUME a diffusé par email auprès de ses membres le questionnaire mis au point par ICOFOM en fin d'année 2019. Il a été demandé aux personnes voulant y répondre d'envoyer les réponses directement à ICOFOM. Nous n'avons donc pas à ce jour de retour sur ce questionnaire. Cependant nous envisageons de mettre au point notre propre questionnaire, et en amont de diffuser par email comme document de référence et/ou de mettre en ligne sur le mini site ICOM COSTUME les liens sur la définition actuelle des musées.

En conclusion, cet important sujet sera porté à la discussion lors de notre assemblée générale qui aura lieu fin juin début juillet 2020 au château de Versailles. Nous recueillerons ainsi les premiers témoignages, réactions et sentiments des membres du comité international COSTUME au moment de l'assemblée annuelle, que nous pourrons alors partager dans la communauté ICOM.

➤ **ICOM Ukraine – Texte de Kateryna Chuyeva, présidente, présenté par Florence Le Corre**

ICOM Ukraine a organisé des discussions en 2019 et le CA qui a été élu nouvellement va poursuivre cette réflexion sur le projet de nouvelle définition. Ce qu'il souligne est qu'un musée doit être une institution permanente à but non lucratif, ouverte au public. Ce comité considère que les données de base de la définition actuelle sur les collections doivent être conservées. Il ne faut pas oublier la notion de protection du patrimoine et il faut considérer avec beaucoup d'attention les aspects juridiques de la définition.

Extrait de ce que dit ce comité au sujet de la valeur très importante des aspects juridiques de la définition du musée :

« Taking into account the experience of totalitarian and post-totalitarian past of our country, we should warn that only formal compliance with functional criteria does not prevent museums from being transformed into the propaganda's instrument of totalitarian and anti-human regimes. That is why it is important to provide a definition not only with a basic core, but also with a lawyer, in addition to the functional signs, that would express the essential landmarks and the values for which a museum should serve in a free and democratic society. »

➤ **ICOM Burkina Faso – Texte de Jean-Paul Koudougou, membre d'ICOM Burkina Faso, lu par Laure Ménétrier**

La définition est très longue et très globalisante. Ce qui a pour conséquence une appréhension floue de la spécificité du musée. Certes au nombre des recommandations du rapport du MDPP, il était clairement indiqué que tous les aspects ne pouvaient être pris en

compte, mais la définition doit être assez concise pour cerner la spécificité du musée et assez ouverte pour prendre en compte d'autres aspects liés à l'objet et aux valeurs prônées par l'institution muséale.

Le statut d'Institution à part entière du musée n'est pas clairement et explicitement signifié. L'absence de concepts tels que le patrimoine culturel matériel et immatériel, la « délectation » est à déplorer.

La nouvelle définition prend en compte les nouveaux paradigmes de coopération et de démocratie ainsi que les changements et défis majeurs auxquels les musées doivent faire face et qu'ils doivent intégrer dans leurs missions.

Mais face aux questions encore délicates de décolonisation, de restitution des biens culturels, de trafic illicite et de repli identitaire, la nouvelle définition semble ouvrir des brèches pour une légitimation d'éventuelles acquisitions « frauduleuses » dont la détention pourrait être justifiée par le devoir de « sauvegarde des mémoires diverses pour les générations futures et la garantie de l'égalité des droits et l'égalité d'accès au patrimoine pour tous les peuples » et le « travail en collaboration active avec et pour diverses communautés afin de collecter, préserver, étudier, interpréter, exposer, et améliorer les compréhensions du monde, dans le but de contribuer à la dignité humaine et à la justice sociale, à l'égalité mondiale et au bien-être planétaire ».

Il n'y a pas d'urgence à changer de définition si la nouvelle ne traduit pas véritablement ce que l'on attend de l'institution et ne fait pas l'unanimité, comme c'est le cas actuellement. La définition de 2007 demande seulement des amendements comme la prise en compte de certains concepts tels que la démocratie culturelle, l'égalité des droits, l'amélioration des compréhensions du monde et le respect de la diversité des expressions culturelles.

➤ **ICOM Estonie – Texte d'Agnes Aljas, présidente, présenté par Laure Ménétrier**

ICOM Estonie est composé de 250 membres. Il y a un manque de consensus au sein du Board, qui ont des positions antinomiques. Certains estiment que la nouvelle définition est trop politique et manque de neutralité, mais cela ne fait pas consensus. Toutefois, ICOM Estonie approuve l'idée de faire évoluer la définition actuelle afin de prendre en compte les évolutions et les enjeux de notre société. ICOM Estonie met en avant la difficulté de

l'exercice de définir ce qu'est un musée, du fait de la pluralité des musées dans le monde. Il estime que la définition doit être un outil pour aider les musées à trouver leur place et les aider dans leur fonctionnement. On retrouve ainsi l'aspect réglementaire et normatif de ce que doit être une définition de musée. La définition doit aussi aider à se positionner à l'égard de certains phénomènes, comme les pressions financières, et à se mettre à disposition des sociétés et de leur développement afin de favoriser l'accès à tous à la culture.

➤ **ICMEMO – Max Polonovski, membre du bureau**

ICMEMO est le comité international qui représente les musées mémoriaux, consacrés essentiellement au souvenir des crimes d'Etat, l'aspect de neutralité est ainsi très important pour nous.

A Kyoto, la discussion qui a eu lieu sur la proposition de nouvelle définition du musée a été extrêmement chaude, sinon violente. On a vu une très large majorité s'opposer à cette nouvelle définition, avec une petite minorité cependant très favorable. C'est un débat extrêmement passionné du fait même de l'essence de notre comité, où la neutralité au niveau politique est essentielle pour la survie de nos institutions. La présidente d'ICOM Tchécoslovaquie a donné sa démission récemment pour des raisons politiques, elle est membre de notre comité. C'est ce à quoi il faut faire attention avec ce type de définition à consonance idéologique et politique. Dariusz Stola au Musée POLIN, musée de l'histoire des Juifs polonais, à Varsovie a été démissionné par le gouvernement polonais. Peter Schäfer, directeur du Musée Juif de Berlin, s'est vu remercier également. Il s'agit de tout un ensemble de personnes qui sont sur des positions sensibles, il est donc essentiel pour nous de rester totalement neutre.

Nous avons eu dans l'ensemble les mêmes réactions que nos collègues. Nous étions ouverts à un « *new wording* », une nouvelle manière de présenter les choses pour les mettre au goût du jour mais conserver cependant ce qui fait notre spécificité.

➤ **Italie – Daniele Jalla, membre du bureau**

ICOM Italie compte 2 600 membres, il faut noter qu'en 2001, nous étions 80. La spécificité de notre comité est son organisation en sections régionales pour élargir le débat et ses commissions thématiques. Depuis 2014, à la suite d'un long combat de l'ICOM, la définition de musée actuelle de l'ICOM fait partie de la loi d'Etat sur le musée et le code éthique de l'ICOM fait partie des éléments pour la création du système muséal national. Il faut donc savoir que cette définition est un élément fondamental, et je ne vois pas comment bâtir un système muséal national partant d'une définition qui commence avec des espaces polyphoniques. On est un pays de la musique et du lyrisme, certes, mais je m'interroge lorsqu'il s'agit des musées.

Bien avant la conférence générale de Kyoto, ICOM Italie a discuté de la définition du musée. Un groupe de travail a été constitué et il a organisé plusieurs rencontres territoriales et un Colloque national en mai 2019 à Milan où François Mairesse nous a introduit au thème. On avait alors discuté la définition actuelle de 2007. Trois mots ont émergé de ces discussions. Il y a d'abord le terme « accessibilité », qui apparaît déjà dans la recommandation sur le musée de l'Unesco datant de 1960. Deuxièmement, la « participation », qui n'est pas une nouveauté, c'est un thème dont nous parlons depuis les années 1970, qui a donné des formes de musées comme les écomusées, qui sont des institutions et des instituts comme les autres musées. Troisièmement, le seul terme qui a émergé dans le débat et qu'il faut souligner est le terme de « développement durable ». Les musées sont pourtant nés comme instrument de progrès et de développement. Il faut donc absolument prendre en compte cette notion.

Nous nous sommes opposés sur la nouvelle définition proposée à Kyoto pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il y a une question de méthode antidémocratique et surprenante car on ne sort pas une définition d'un chapeau en ignorant les soixante-dix ans d'histoire de l'ICOM. Les changements de définition, les débats à l'ICOFOM, les discussions sur le caractère de la définition, etc. forment une mémoire historique qui est absente dans cette décision. Cela risque de nous faire perdre du temps. Ensuite, nous avons estimé que la forme du texte est chaotique, situationniste. On trouve qu'il y a trop peu et de trop. C'est incroyable de voir une assemblée générale de l'ICOM qui se déchire avec une majorité de 70% pour le report du vote de la nouvelle définition, ce n'est jamais arrivé auparavant. Quelle présidence de l'ICOM avant nous pour créer une situation semblable ? Cette division si

importante sur une question qui fait le fondement de l'ICOM n'est jamais arrivée. Il y a donc bien un problème de méthode. Pour finir, n'oublions pas la connexion de la définition à deux éléments. Il y a d'abord la recommandation de l'Unesco, nous n'en sommes pas indépendants, et nous ne pouvons pas inventer quelque chose d'autre lorsque l'Unesco a une recommandation sur le musée écrite en 1960 puis en 2015 dont nous devrions tenir compte. ICOM a participé à cette recommandation : où était le comité exécutif qui a validé la nouvelle définition en ne se rappelant pas qu'en 2015 nous avons eu cette recommandation ? Il s'agit là d'une mémoire faible. Deuxièmement, le rapport entre la définition et les codes éthiques, la structure du code et la structure de la définition, tout se tient ensemble.

En conclusion, ce que vous nous proposons est de discuter à partir de la définition actuelle et d'en accepter entièrement la structure, soit les quatre éléments qui composent la définition : l'identité du musée, son objet, ses fonctions, ses finalités. Dans une définition, ces quatre éléments sont ceux qui définissent une institution muséale avec le système aristotélique que Van Mensch nous a rappelé depuis 1993 de suivre dans nos discussions. En sachant qu'il s'agit d'un texte normatif au sein de l'ICOM mais que grâce à une opinion générale mondiale sur ICOM, ce texte a finalement la valeur d'une loi morale pour tous les Etats. Il faut donc que nous ayons la grande responsabilité de ne pas faire les manifestes, ce n'est ici ni une vision, ni une mission, mais il s'agit d'un manifeste. Certaines organisations de musées travaillent avec des manifestes, comme la *Museum Association* du Royaume Uni. Ce sont la synthèse publique d'une réflexion stratégique. Il y a des éléments qui doivent être matière à réflexion.

Je vous propose ici de définir une méthode car les éléments émergés ce matin nous donnent un consensus général d'opinion. Mais avec des approches différentes : qui discute du lexique, de la forme, de la longueur. Mais si on part de la définition, il faut décider si cette structure nous plaît ou non. Pour revenir sur ce que disait l'une de nos collègues, elle voulait répondre à ses enfants qui lui demandait « Qu'est-ce qu'un musée ? » avec la définition de l'ICOM. Cette question revient à celle posée par le fils de Marc Bloch « Qu'est-ce que l'histoire ? ». Mais la définition de l'ICOM ne convient pas à un enfant. Si quelque chose a changé dans les musées, c'est la centralité de la personne, qu'il s'agisse de la participation, de l'accessibilité. Le musée ne serait alors plus centré sur les collections mais sur les personnes.

Si nous partons avec des objectifs plus modérés et que la structure nous plait, il faut répondre à ces questions : qu'est-ce qu'un musée, quel est l'objet du musée, quelles sont les fonctions qu'un musée doit respecter, quelles sont ses fins. On peut discuter sur ces quatre parties et arriver à une conclusion raisonnable.